

Janvier – Février – Mars 2015

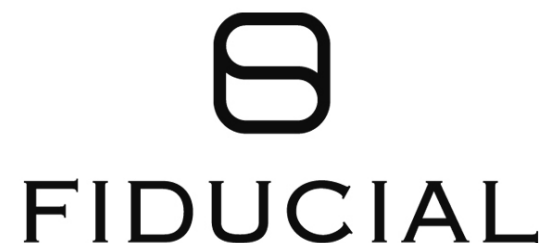
Réalisée du 26 janvier au 9 février 2015

Vague 57

Baromètre des TPE



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 700 personnes au service de ses **265 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	17
▪ L'emploi dans les TPE	20
▪ La situation économique et financière des TPE	30
▪ L'actualité économique	39
➔ A – Les projections à l'horizon 2017 et les nouvelles mesures pour 2015	40
➔ B – Le compte pénibilité	48
➔ C – L'accès obligatoire des locaux aux personnes en situation de handicap	54
➔ D – La perception des attentats du 7 au 9 janvier	61
➔ E – L'impact économique perçu des attentats du 7 au 9 janvier 2015	75
▪ Méthodologie	82
▪ Échantillon	83

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

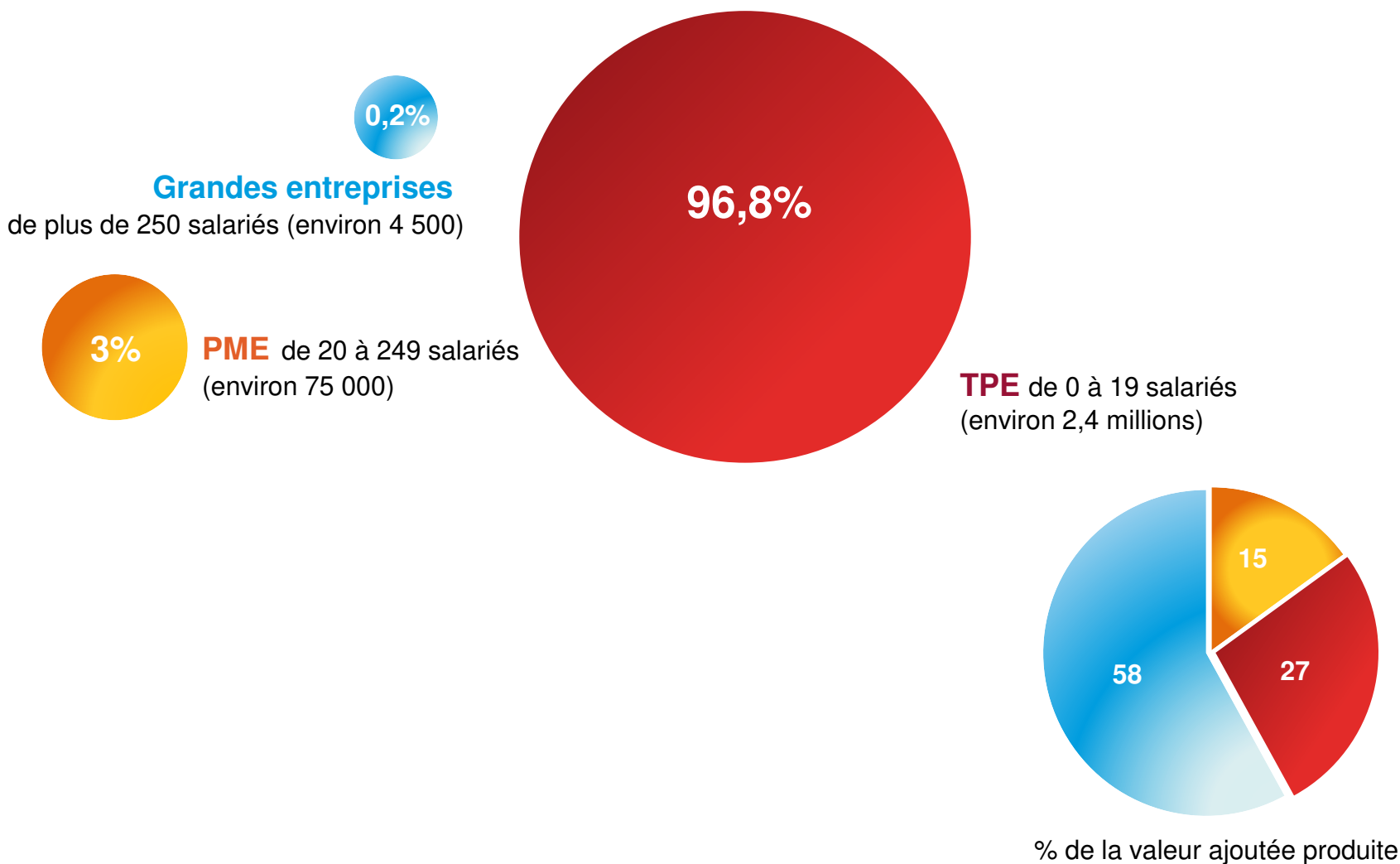


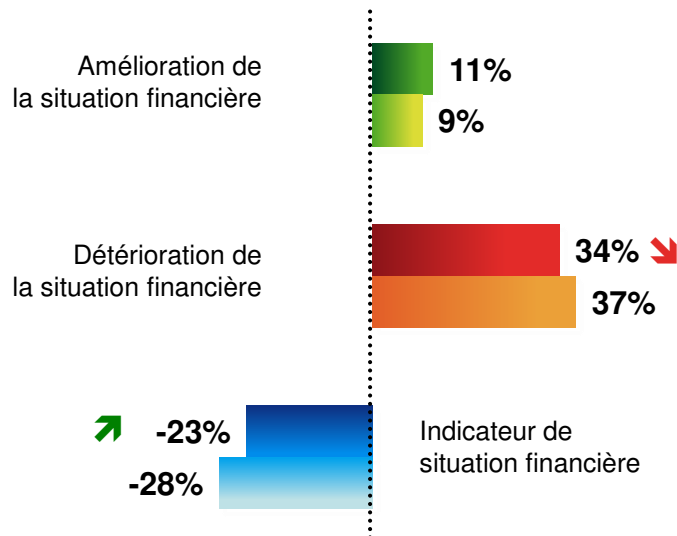
Tableau de bord

Note de lecture

- ( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- ( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

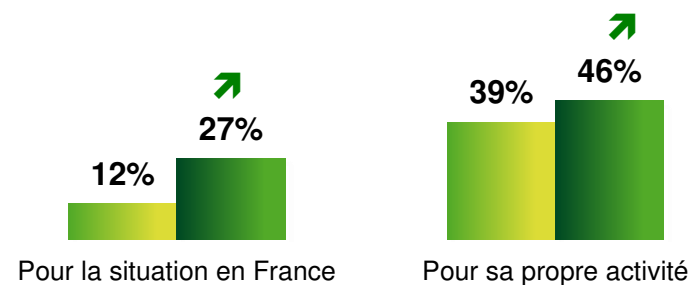
Situation financière sur les trois derniers mois



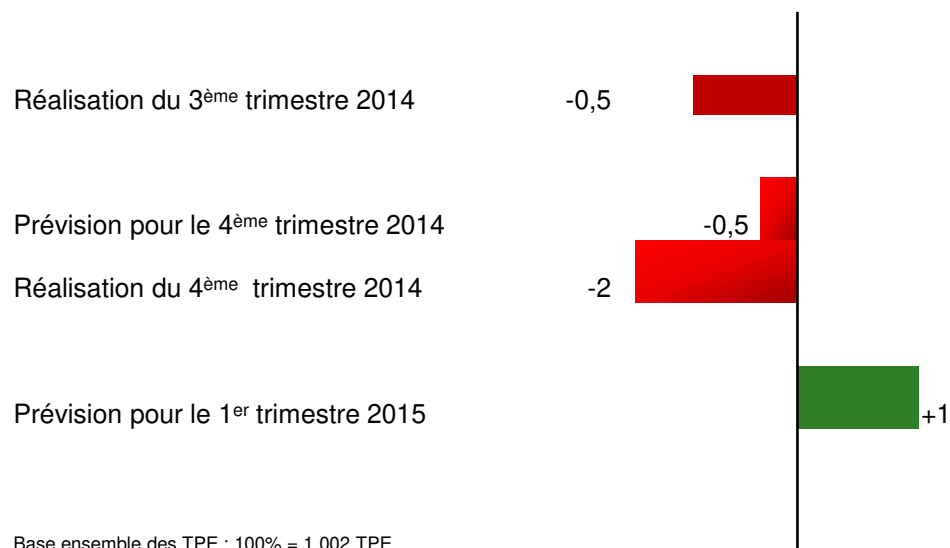
Janvier 2015

Rappel octobre 2014

Niveau d'optimisme

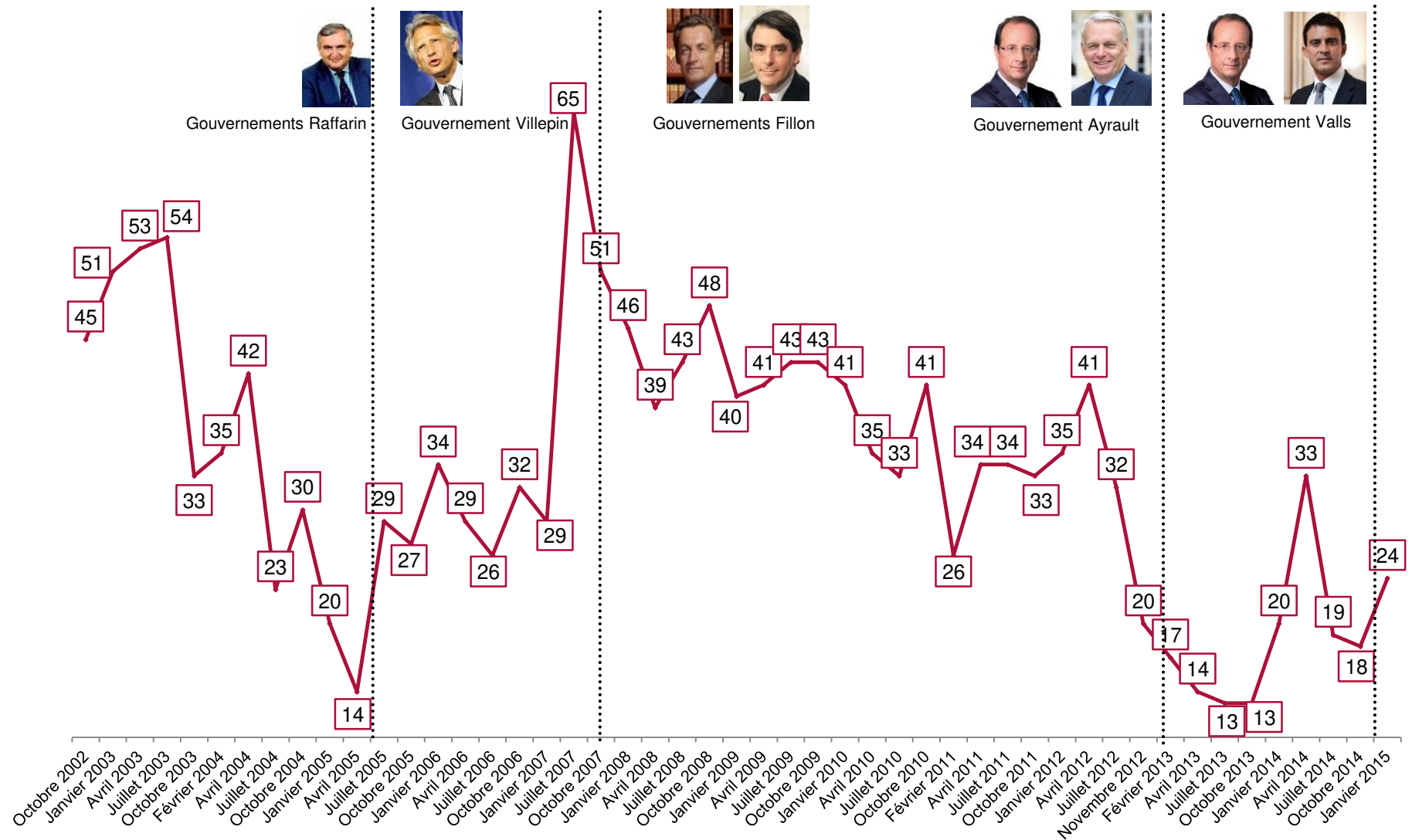


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 002 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



% de bonne opinion

Base : ensemble des TPE

Les principaux enseignements

Une amélioration sensible du moral des dirigeants de TPE...

Après avoir battu des records de pessimisme en 2014, les patrons de TPE expriment un sensible regain d'optimisme en ce début d'année 2015. **Plus d'un quart se disent optimistes sur le climat général des affaires en France**, soit une amélioration de 15 points par rapport au taux historiquement bas observé en octobre 2014.

Au sujet de leur propre activité, l'amélioration observée en octobre se poursuit, près de la moitié des dirigeants de TPE se déclarant optimistes (46%, +7 points). De plus, 28% jugent la situation financière de leur entreprise préoccupante, contre 36% en octobre dernier.

Ce regain d'optimisme se traduit également dans la confiance accordée au gouvernement par les patrons de TPE. Un quart d'entre eux déclare en effet que les actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement inspirent confiance (24%), soit une augmentation de 6 points en trois mois.

Même si une large proportion de dirigeants interrogés déclare toujours ne pas avoir du tout confiance en l'équipe gouvernementale, la défiance diminue fortement par rapport à octobre 2014 (40%, -12 points).

En revanche, dans un contexte de début d'examen de la loi Macron, **la part de patrons de TPE estimant que le gouvernement prend en compte leurs préoccupations de chef d'entreprise ne s'élève qu'à 14%**, diminuant légèrement par rapport à juillet 2014 (-2 points).

L'indice de situation financière des TPE demeurent à un niveau très bas, en dépit d'une légère amélioration. Il s'établit à -23% (+5 points).

...mais un chiffre d'affaires qui continue de baisser et un accès au crédit difficile

Dans le même temps, les patrons de TPE déclarent une baisse moyenne de 5% de leurs recettes et de leurs ventes au dernier trimestre. Près de la moitié des TPE on en effet connu une baisse de leurs ventes au cours du dernier trimestre de 2014 (45%, contre 52% au cours du 3^{ème} trimestre de la même année), dont 9% ont subi une diminution supérieure à 20%.

Sur l'ensemble de l'année 2014, la perception est plus mesurée. **52% des TPE auraient connu une croissance de leur activité** (+3 points par rapport à 2013), dont 21% une croissance supérieure à 2% (+6 points).

Dans ce contexte toujours tendu, un quart des commerçants a organisé des soldes d'hiver en 2015, plus spécialement parmi ceux ayant un chiffre d'affaires de 100 000 à 200 000 €. Une majorité a constaté une baisse du nombre de visiteurs en magasin à cette occasion (60%) et corrélativement une diminution du montant des ventes (54%). Ils expliquent principalement ces mauvaises performances par les tensions sur le pouvoir d'achat (73% contre 17% pour la météo et 10% pour les attentats du 7 au 9 janvier).

Sur une projection plus lointaine, c'est-à-dire pour l'année 2015, **trois patrons de TPE interrogés sur dix prévoient une croissance de leur entreprise** (+3 points par rapport à la croissance anticipée en début d'année 2014).

La situation de trésorerie des TPE se trouve en janvier 2014 à des niveaux comparables à ceux observés en juillet et octobre 2014. 30% d'entre elles bénéficient d'une trésorerie excédentaire, 46% sont à l'équilibre et 24% font face à un déficit de trésorerie. Les TPE proposant des services aux entreprises (49%), ainsi que celles réalisant un chiffre d'affaires supérieur à un million d'euros (44%), sont plus nombreuses à bénéficier d'un excédent de trésorerie.

15% des TPE ont effectué une demande de financement auprès de leur banque au cours des trois derniers mois (contre 14% en octobre 2014). Cette démarche s'est avérée plus courante au sein des TPE de 10 à 19 salariés (33%) et des entreprises du secteur hôtelier (23%).

Les patrons de TPE expriment enfin des difficultés grandissantes à obtenir des financements de la part de leur banque. **En effet, 58% de ceux ayant effectué une demande déclarent avoir subi au moins une mesure de durcissement de l'accès au crédit** (contre 47% en octobre 2014). Ces mesures de durcissement prennent le plus souvent la forme de l'obtention d'un financement, mais pour un montant moins élevé que demandé (23%, +11 points).

Une situation toujours difficile en ce qui concerne l'emploi dans les TPE, et des perspectives peu encourageantes pour l'année 2015

Pour le sixième trimestre consécutif, les dirigeants de TPE font état d'une destruction nette d'emplois au cours des trois derniers mois (-2%). Les TPE employant de 10 à 19 salariés (+6%), ainsi que les entreprises proposant des services aux particuliers (+2%) déclarent pour leur part une création nette d'emplois positive au cours des trois derniers mois.

4 embauches sur 10 réalisées par une TPE l'ont été en CDI (+4 points par rapport au trimestre précédent) et 47% en CDD ou intérim (+3 points). Le recours aux contrats d'apprentissage s'élève à 11%, un niveau qu'il n'avait plus atteint, à la même période de l'année, depuis 2011.

En lien avec leur optimisme vis-à-vis du climat des affaires en France et de leur propre activité, **les patrons de TPE anticipent une création nette d'emplois au cours des trois prochains mois (+1%),** principalement tirée par le secteur des services aux entreprises (+5%).

Par ailleurs, les patrons de TPE anticipent une année 2015 relativement atone en ce qui concerne l'emploi. En effet, 85% d'entre eux prévoient de stabiliser leurs effectifs cette année, contre 84% en janvier 2014.

Au global, 9% seulement des entreprises prévoient de créer des postes contre 6% qui devraient en détruire, soit là aussi des scores proches de ceux observés l'an dernier.

Des patrons de TPE pessimistes en ce qui concerne le chômage et la croissance, et réservés sur l'efficacité des réformes initiées par Manuel Valls en décembre 2014

Les patrons de TPE se montrent pessimistes vis-à-vis de l'objectif de baisse du chômage. Seuls 2% d'entre eux affirment qu'elle aura lieu en 2015, contre 60% qui ne l'anticipent pas avant 2018. **En effet, seuls 27% des dirigeants de TPE pronostiquent une croissance de l'économie française à l'horizon 2017.** 28% prévoient une stagnation de cette dernière, et 45% une récession.

Parmi les réformes présentées par Manuel Valls le 12 décembre 2014, celle pour laquelle les patrons de TPE envisagent le plus largement un impact positif sur l'économie française (68%) est de loin **l'exonération totale pour les salariés au Smic des cotisations patronales de Sécurité sociale**, et dégressive pour les salariés gagnant jusqu'à 1,6 fois le Smic.

Les patrons de TPE de services aux entreprises (77%) ou aux particuliers (75%), ainsi que les dirigeants d'entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 € (77%) s'avèrent plus enclins à juger positivement l'impact qu'aura cette réforme sur l'économie française.

Dans une moindre mesure, moins de la moitié des patrons de TPE anticipent un impact positif sur l'économie de la réforme de la formation professionnelle avec la transformation du DIF en Compte Personnel de Formation mobilisable à l'initiative des salariés, et le passage progressif de 700 à 100 branches professionnelles sur 10 ans (respectivement 48% et 44%).

Par ailleurs, **la mise en œuvre du compte de la pénibilité suscite l'inquiétude parmi les patrons de TPE.** En effet, un tiers d'entre eux estime que cette mesure aura un impact négatif sur l'économie française, dont 16% pour qui cet impact sera très négatif.

Des dirigeants sceptiques face aux propositions de la Loi Macron

Dans ce contexte, les patrons de TPE se montrent partagés au sujet des dispositions prévues par la loi Macron. 50% d'entre eux s'y montrent favorables contre 50% qui y sont défavorables. L'adhésion à cette loi est plus forte dans le secteur des services aux particuliers (55%) et en région parisienne (64%). Les dirigeants qui approuvent la Loi Macron s'avèrent néanmoins prudents, seuls 5% des répondants se déclarant tout à fait en faveur de son adoption.

Ce faible engouement pour la Loi Macron se traduit également par le fait que la majorité des patrons de TPE (55%) estime que ce projet ne changera rien à la situation économique du pays, alors qu'un tiers d'entre eux jugent qu'il va dans le bon sens mais regrettent qu'il n'aille pas assez loin. Seuls 8% des dirigeants de TPE voient en la loi Macron une mise en péril des équilibres économiques et sociaux.

En tout état de cause, **la moitié des patrons de TPE souhaite voir l'opposition voter en faveur de la loi macron (51%).**

Les mesures prévues par la Loi Macron jugées les plus efficaces pour relancer l'économie française sont la **possibilité de négocier les rémunérations pour le travail dominical branche par branche** (54% la jugent efficace), et la **possibilité pour les commerces de passer de 5 à 12 ouvertures dominicales par an** (53%). Néanmoins, cet assouplissement de l'ouverture des commerces le dimanche n'est jugé efficace que par 44% des commerçants, les premiers concernés (-9 points par rapport à l'ensemble des répondants).

L'ouverture à la concurrence des professions réglementées du droit (notaires, huissiers, avocats) pour certains actes est jugée moins efficace (38%), voire totalement inefficace par 28% des dirigeants de TPE. A des niveaux similaires, **la libéralisation du transport en autocar** n'est perçue comme efficace que par 38% des dirigeants interrogés. Les patrons de TPE hôtelières s'y montrent néanmoins sensiblement plus favorables (57%, +19 points par rapport à la moyenne).

Des TPE peu informées sur le compte pénibilité et peu préparées

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les entreprises sont tenues d'ouvrir un compte pénibilité pour tous les salariés exposés à des risques sur la base de 4 critères, liés au rythme de travail (travail de nuit, répétitif, en équipes successives alternantes), et à l'environnement de travail (milieu hyperbare).

Sept patrons de TPE sur dix admettent ne pas avoir connaissance des 4 critères retenus dès 2015. De plus, seuls 6% des dirigeants interrogés les connaissent en totalité, 23% d'entre eux n'en connaissant qu'une partie. Les employeurs (38%), et plus particulièrement les dirigeants de TPE allant de 10 à 19 salariés (50%) se révèlent mieux informés. Les dirigeants du BTP (35%) et de l'hôtellerie (45%), dont les activités apparaissent propices au travail pénible, semblent également mieux informés que la moyenne des patrons interrogés.

44% des employeurs interrogés déclarent qu'aucun de leurs salariés ne semble concerné alors que 27% ne se prononcent pas. **En revanche**, 29% des TPE ayant au moins un salarié (64% dans le BTP) estiment être touchées par la mesure.

Après avoir reçu une information sommaire sur les critères de pénibilité applicables dès 2015, **Le travail dans des postures pénibles, c'est-à-dire fatiguant les articulations, constituerait le facteur de pénibilité le plus courant dans les TPE ayant au moins un salarié.** Il serait présent dans 42% d'entre elles, dont 23% au sein desquelles il concernerait l'ensemble des salariés. Le travail dans des postures pénibles toucherait plus généralement les employés de TPE du BTP (72%, +30 points).

Dans une moindre mesure, le travail répétitif serait présent dans 18% des TPE ayant au moins un salarié. Les employés de TPE du BTP (26%), de l'industrie (26%), et des services aux particuliers (27%) seraient plus couramment exposés à ce facteur de pénibilité.

Le travail de nuit (de 21h à 6h) apparaît moins fréquent (12%), mais concernerait une plus large part des TPE des secteurs industriel (26%) et hôtelier (36%) ayant au moins un employé.

En lien avec le manque d'information vis-à-vis de l'entrée en application des quatre premiers critères du compte pénibilité, les patrons de TPE, dont les salariés seraient concernés par au moins un de ces critères, s'y révèlent peu préparés, tant à ces premiers critères qu'à la généralisation du compte pénibilité en 2016.

En effet, **49% d'entre eux estiment que leur entreprise sera en mesure de mettre en place le compte pénibilité pour leurs salariés concernés**, dont seuls 16% qui en sont certains.

Signe du manque de préparation des TPE concernées, **seul un tiers de patrons de très petites entreprises ayant au moins un employé a mis en place au moins une action visant à mesurer et prévenir la pénibilité des postes de ses salariés.** Les TPE du BTP (42%), de l'industrie (42%), ou employant de 10 à 19 personnes (47%) apparaissent mieux préparées à la mesure de la pénibilité de leurs postes.

L'action la plus couramment mise en place demeure le recensement des facteurs de pénibilité au sein de l'entreprise, en place au sein d'un quart des TPE ayant au moins un employé. 19% d'entre elles disposent d'**indicateurs de suivi des risques pour les travaux pénibles**, 17% d'un **plan d'actions en matière de prévention de la pénibilité**, et seulement 12% d'une **fiche individuelle de pénibilité pour chaque salarié exposé.**

Un tiers des TPE recevant du public n'est pas au norme pour l'accès des locaux aux personnes en situation de handicap

Dix ans après la promulgation de la loi pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le constat autour de sa mise en place est en demi-teinte : si l'ensemble des acteurs concernés s'accorde autour de l'importance de l'intégration des personnes handicapées dans la société, il n'en demeure pas moins que tant dans les mentalités que dans les initiatives concrètes, les objectifs du législateur de 2005 ne sont pas encore tous accomplis. Dans ce cadre, **Fiducial a souhaité interroger les dirigeants sur la question de l'accessibilité des locaux aux publics en situation de handicap, obligation entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.**

66% des dirigeants déclarent recevoir du public dans leurs locaux, cette proportion étant sans surprise plus élevée dans l'hôtellerie (96%), les services aux particuliers (85%) et le commerce (84%). Notons que parmi les employeurs, 6% des patrons de TPE embauchent des salariés handicapés, un score qui atteint 10% dans l'industrie et 17% dans les structures de 10 à 19 salariés.

Parmi les entreprises concernées, la mise aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, a été effectuée dans 60% des cas. Et si 8% ont prévu les aménagements, 32% ne les ont pas encore planifiés.

Pour moitié, les chefs d'entreprise ayant des locaux ne pouvant pas accueillir les publics en situation de handicap ont connaissance du report possible jusqu'au 26 septembre 2015 (46%), et même jusqu'à 64% dans l'hôtellerie. Pour autant, 37% seulement envisagent de demander cette dérogation, 35% ne le souhaitant pas et 28% réservant leur décision à l'examen des conditions.

Expliquant le faible niveau d'intention d'aménagement des locaux, 67% des patrons de TPE dont l'entreprise n'est pas aux normes ne connaissent pas les sanctions applicables en cas de non respect de la loi.

Une perception très favorable de la réactivité des pouvoirs publics face aux attentats du 7 au 9 janvier

Les attentats qui se sont déroulés en Ile-de-France entre le 7 et le 9 janvier derniers ont très largement choqué les patrons de TPE : pour 81% d'entre eux, cette séquence va marquer durablement les Français et 3% seulement y ont été indifférents. **Les principaux sentiments face à ces actes terroristes sont la consternation (60%) et la tristesse (53%).** Plus d'un tiers des dirigeants met également en exergue la colère (36%) et la révolte (35%) suscitées par ces événements.

Après les attentats, 40% des patrons de TPE ont participé à au moins une marche ou une manifestation. Les deux tiers (65%) des chefs d'entreprise n'ayant pas pris part à ces rassemblements invoquent des obligations ou activités ne leur ayant pas permis de s'y rendre (54%) ou l'absence d'évènement à proximité de leur domicile (11%). 29% ne souhaitaient en revanche pas s'y joindre. Qu'ils aient ou non manifesté, 80% des dirigeants interrogés ont ressenti de la fierté d'être Français face aux rassemblements, la mobilisation montrant pour eux que la France est une grande nation.

De façon logique, suite à ces meurtres et prises d'otages, **82% des patrons interviewés jugent la menace terroriste élevée**, à un niveau équivalent à celui observé auprès du grand public (80%). Dans ce contexte, ils approuvent largement la déchéance de nationalité française pour les binationaux impliqués dans des actes terroristes (84%), l'interdiction de retour sur le territoire de citoyens soupçonnés de s'être battus aux côtés de terroristes (74%) et l'interdiction de départ pour ceux soupçonnés de vouloir se rendre dans les zones contrôlées par des terroristes (72%).

La réaction de l'exécutif face aux actes terroristes est jugée très favorablement. A l'instar de ce que l'Ifop a mesuré auprès de l'ensemble des Français, 86% des chefs d'entreprise estiment que Manuel Valls a bien géré les attentats et manifestations qui ont suivi et 87% que son image en a été renforcée. Le président de la République voit aussi son attitude positivement reconnue, 82% affirmant que François Hollande a adopté une conduite juste des événements et 78% que cela a consolidé son image. L'intervention du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve est également saluée, 72% déclarant qu'il sort grandi de par son intervention. Cette satisfaction bénéficie par répercussion au Parti Socialiste, que 64% considèrent renforcé par son action.

Les perceptions sont beaucoup plus critiques envers la droite et l'extrême droite. Ainsi, la moitié des patrons déclare que Marine le Pen (50%) et le Front National (47%) sortent affaiblis par ces événements. De même, les réactions de Nicolas Sarkozy (55%) et de l'UMP (48%) sont perçues négativement par un chef d'entreprise sur deux.

Les dirigeants interrogés plébiscitent la gestion des événements par les forces de l'ordre : 96% estiment que la gendarmerie en sort renforcée (dont 40% « très renforcée »), avec un score similaire pour la police (95%, dont 40% « très renforcée »). 89% pronostiquent d'ailleurs une hausse sensible du budget alloué à la police et aux armées suite à ces attentats.

Des patrons qui souhaitent une cohésion durablement plus forte suite aux attentats mais sont sceptiques quant à sa pérennité

Les projections sur les répercussions des attentats se révèlent très contrastées suivant les sujets.

En premier lieu, les dirigeants de très petites entreprises appellent de leurs vœux à éviter les potentielles répercussions anti-communautaristes de ces actes terroristes : **83% affirment ainsi la nécessité de ne pas faire d'amalgame avec l'Islam**, soit un chiffre de 17 points supérieur par rapport à l'ensemble des Français. 15% seulement estimant que la religion musulmane représente une menace.

Malgré cela, 75% craignent que l'intégration des jeunes issus de l'immigration soit rendue plus difficile et une majorité (60%) pense que l'on va assister à une accélération du départ de Français de religion juive de l'hexagone.

Les patrons de TPE estiment ensuite presque en totalité qu'il est nécessaire que les Français se rassemblent par-delà leurs différences et fassent preuve d'unité nationale (93% dont 65% « tout à fait »). Cependant, seule une courte majorité anticipe un renforcement durable de cette cohésion (55%).

Cette unité nationale est également vivement souhaitée sur le plan politique (92%, dont 61% « tout à fait »), en premier lieu pour que droite et gauche œuvrent conjointement dans la lutte contre le chômage (67%). Parmi les deux domaines à privilégier pour cette coopération entre responsables politiques viennent ensuite la lutte contre le terrorisme (44%), l'éducation (34%) et la lutte contre la précarité (26%).

Le rapprochement entre les différents partis fait comparativement moins sens pour ce qui est de la politique énergétique et environnementale (11%), de la politique de défense (10%) et du logement (7%). Mais s'ils se montrent très favorables à ce dépassement des clivages politiques, **seuls 26% des dirigeants pronostiquent la mise en œuvre effective de ce mouvement d'unité nationale.**

Les chefs d'entreprise expriment une vision assez mitigée voire plutôt défavorable de l'impact des attentats du 7 au 9 janvier dernier sur l'économie française. Phénomène préoccupant, près de quatre dirigeants sur dix prévoient une baisse de l'attractivité économique (37%) et surtout une majorité pronostique une diminution de l'attractivité touristique (55%) de la France (en premier). Près d'un tiers pronostiquent des conséquences négatives de ces actes terroristes sur la croissance (31%), la consommation à court terme (32%) et les déficits publics (33%).

Pour autant, 34% anticipent des effets positifs sur l'envie de consommer des produits « made in France » et 49% sur les dépenses d'équipements de sécurité et de protection.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

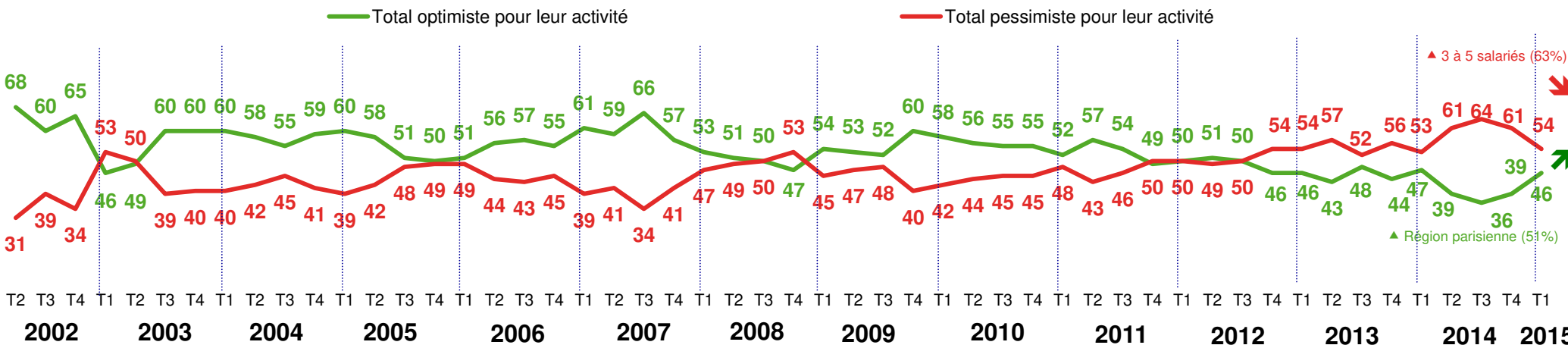
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

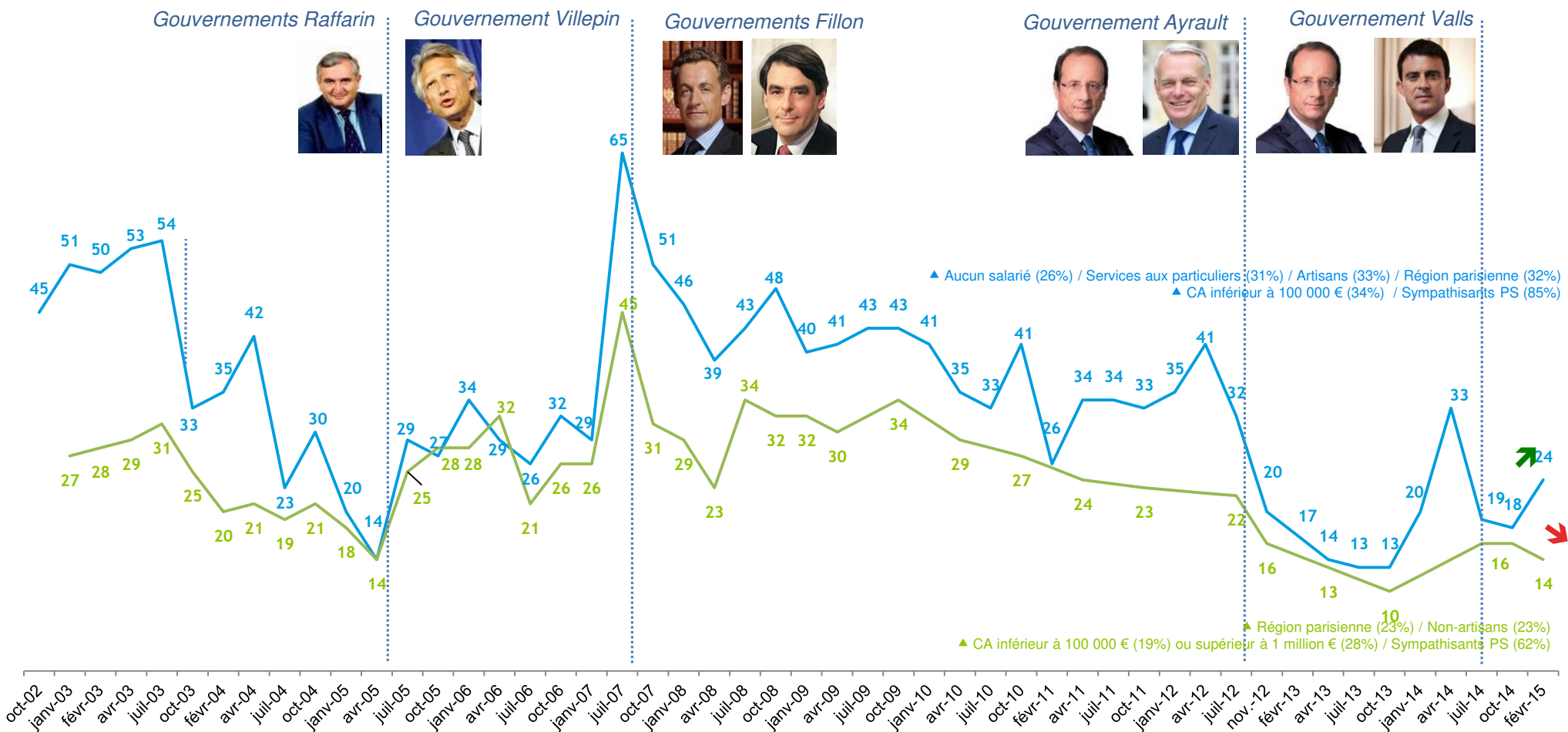
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



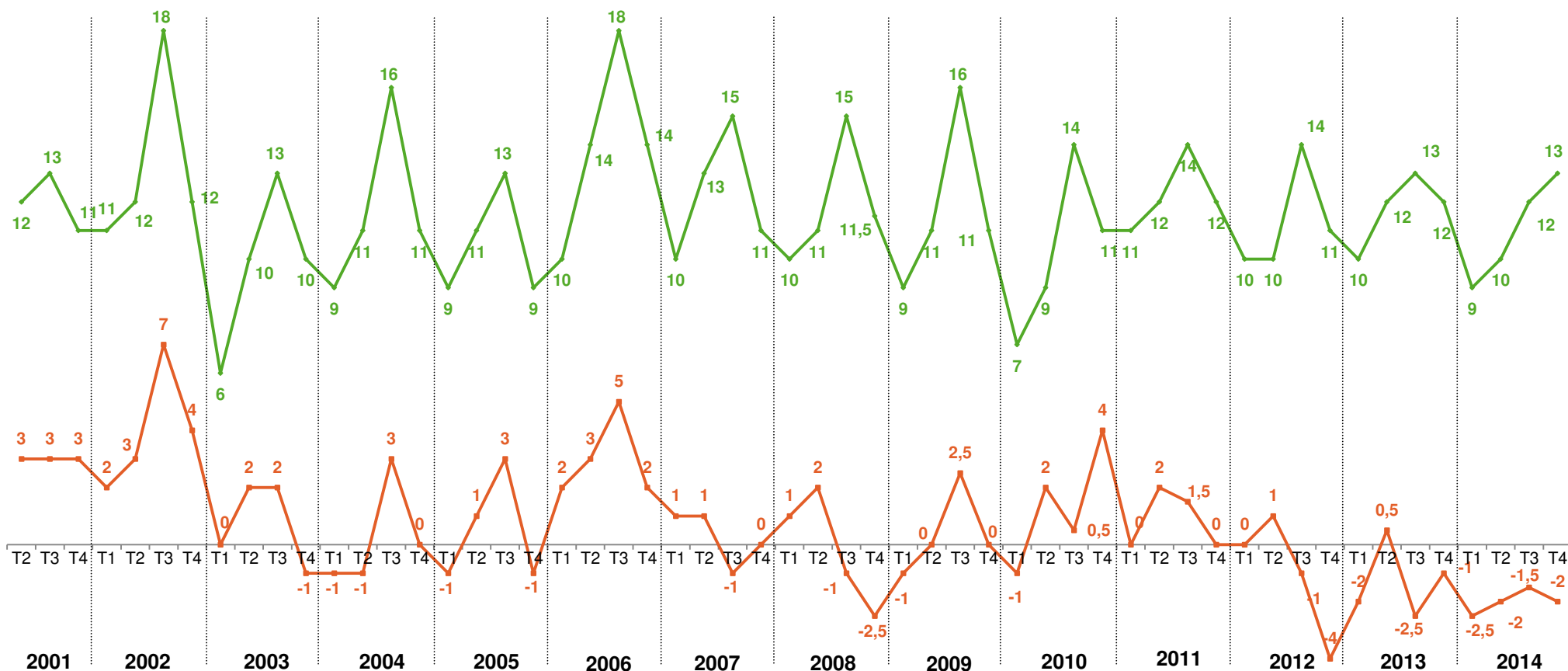
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

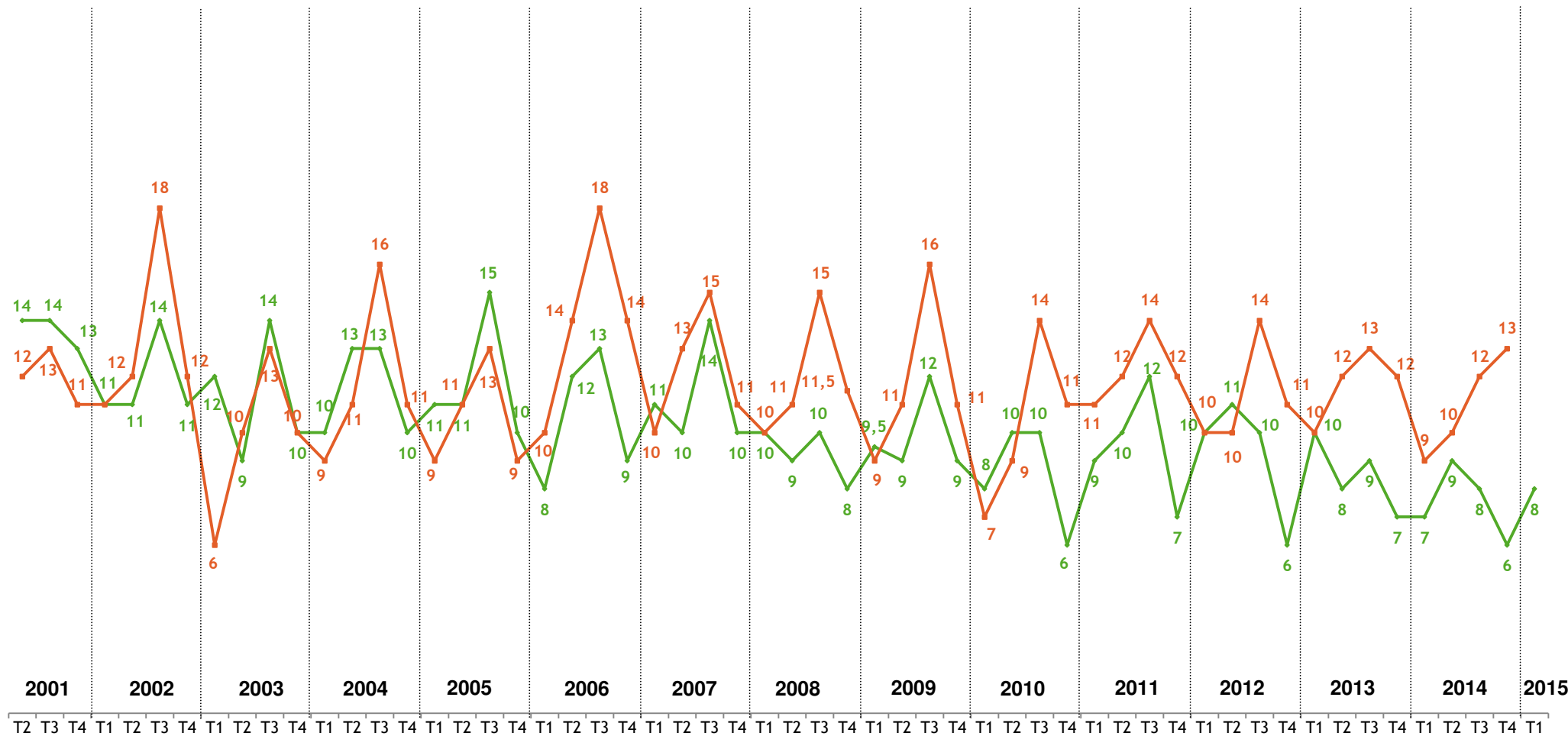
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,7

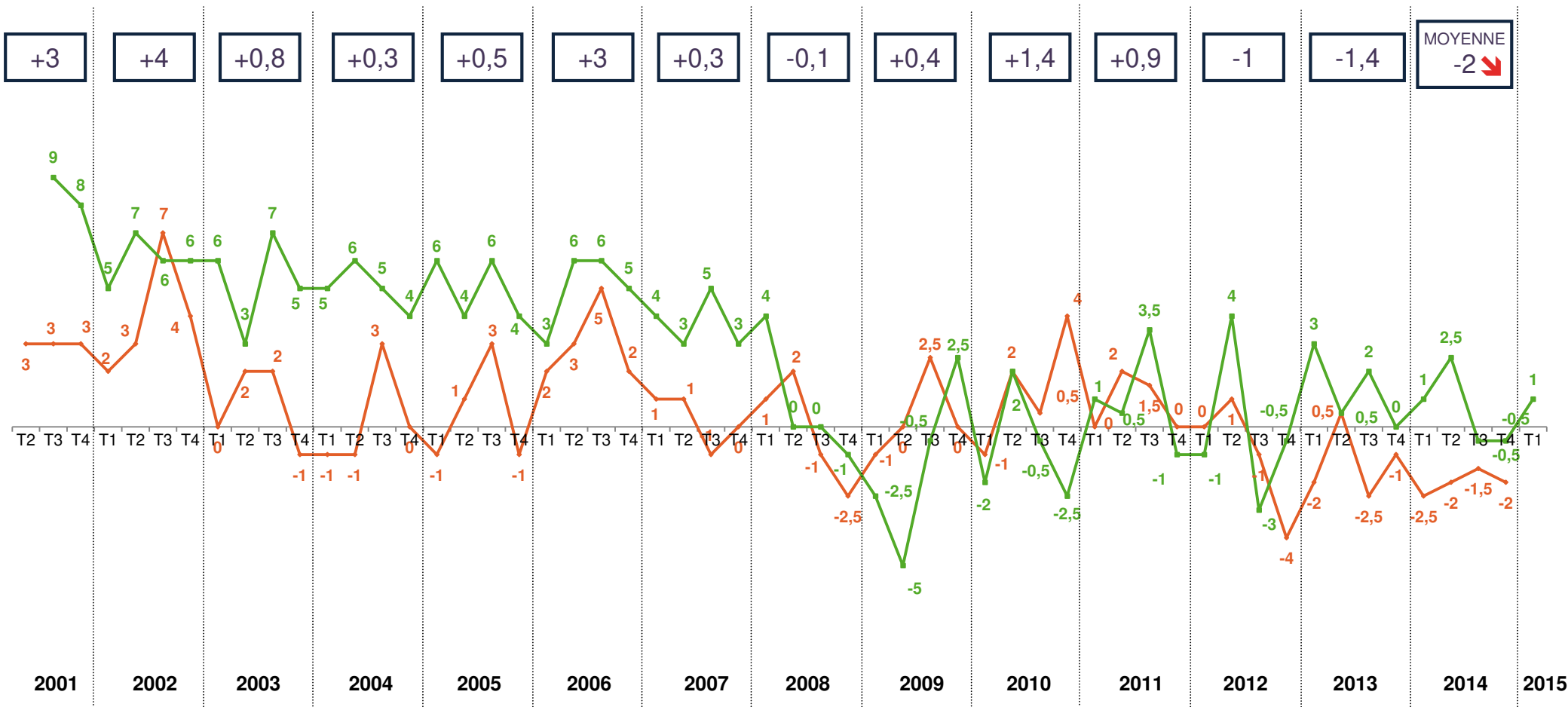
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois

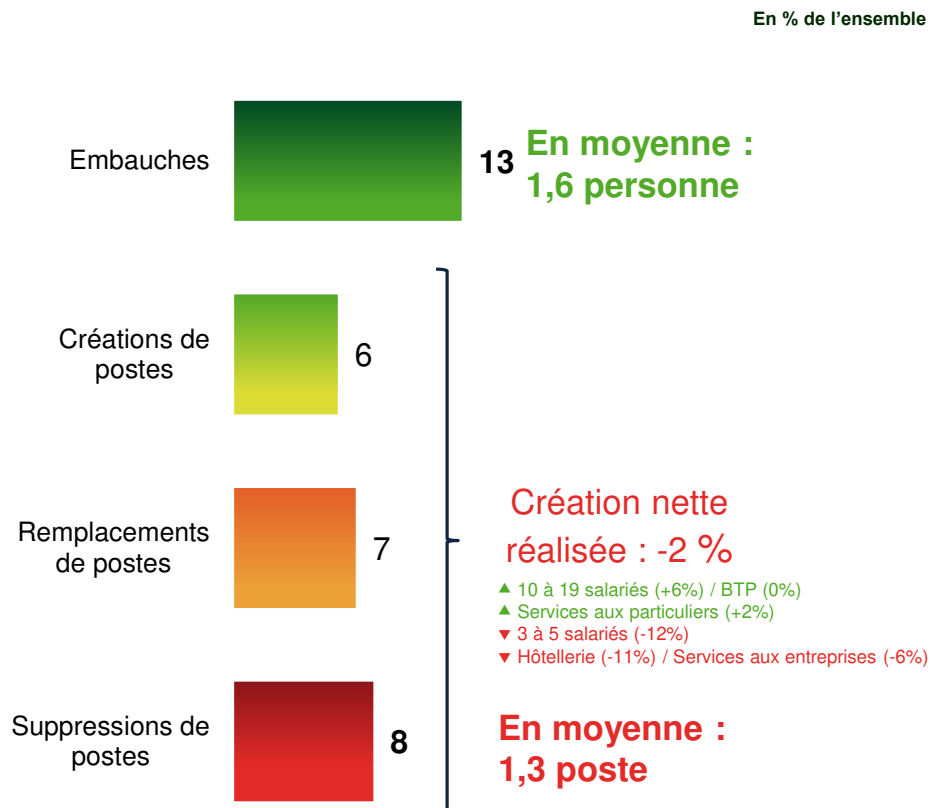


— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois

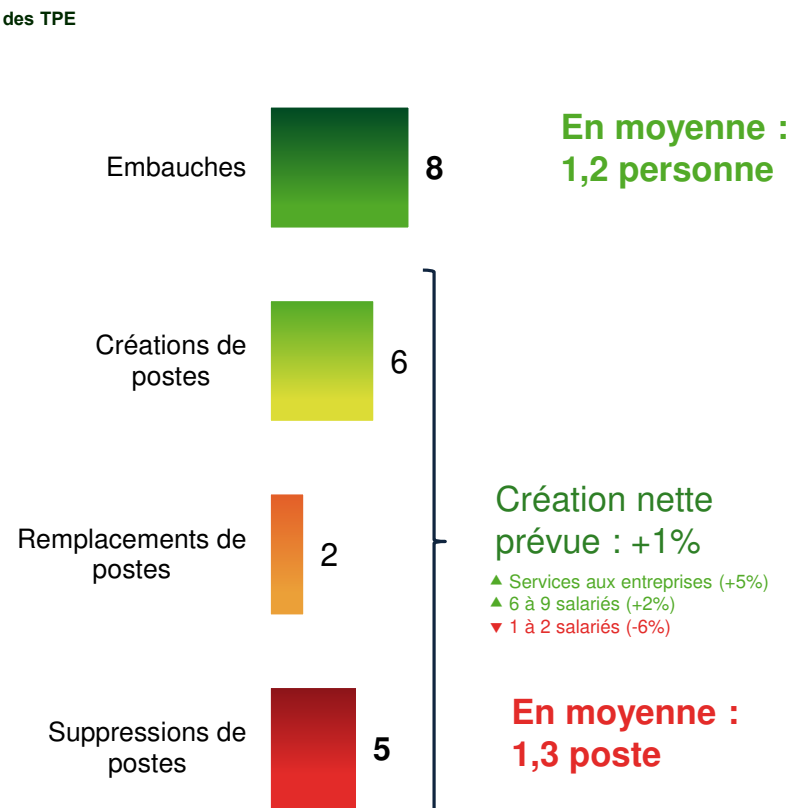


La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'octobre à décembre 2014



Perspectives de janvier à mars 2015

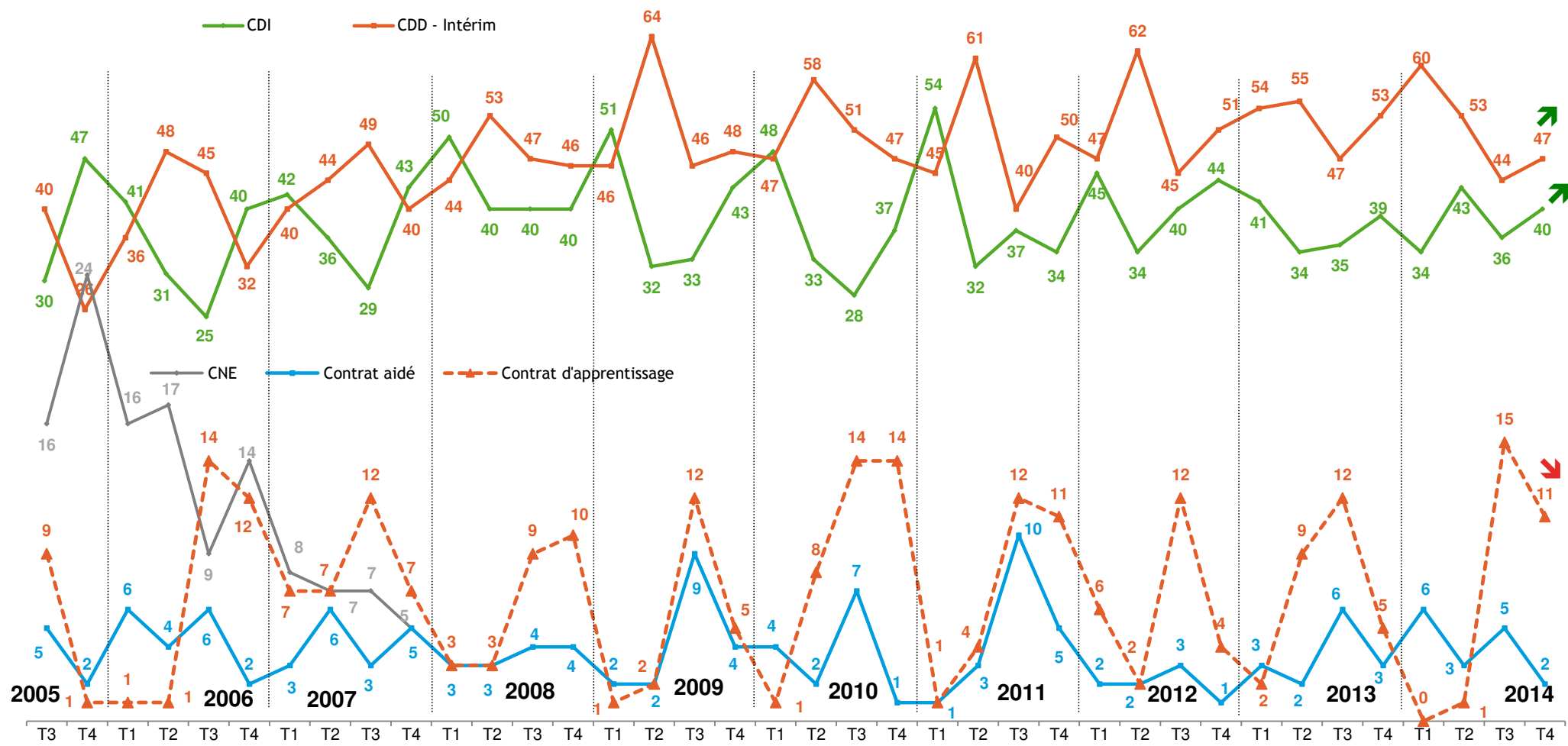


Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

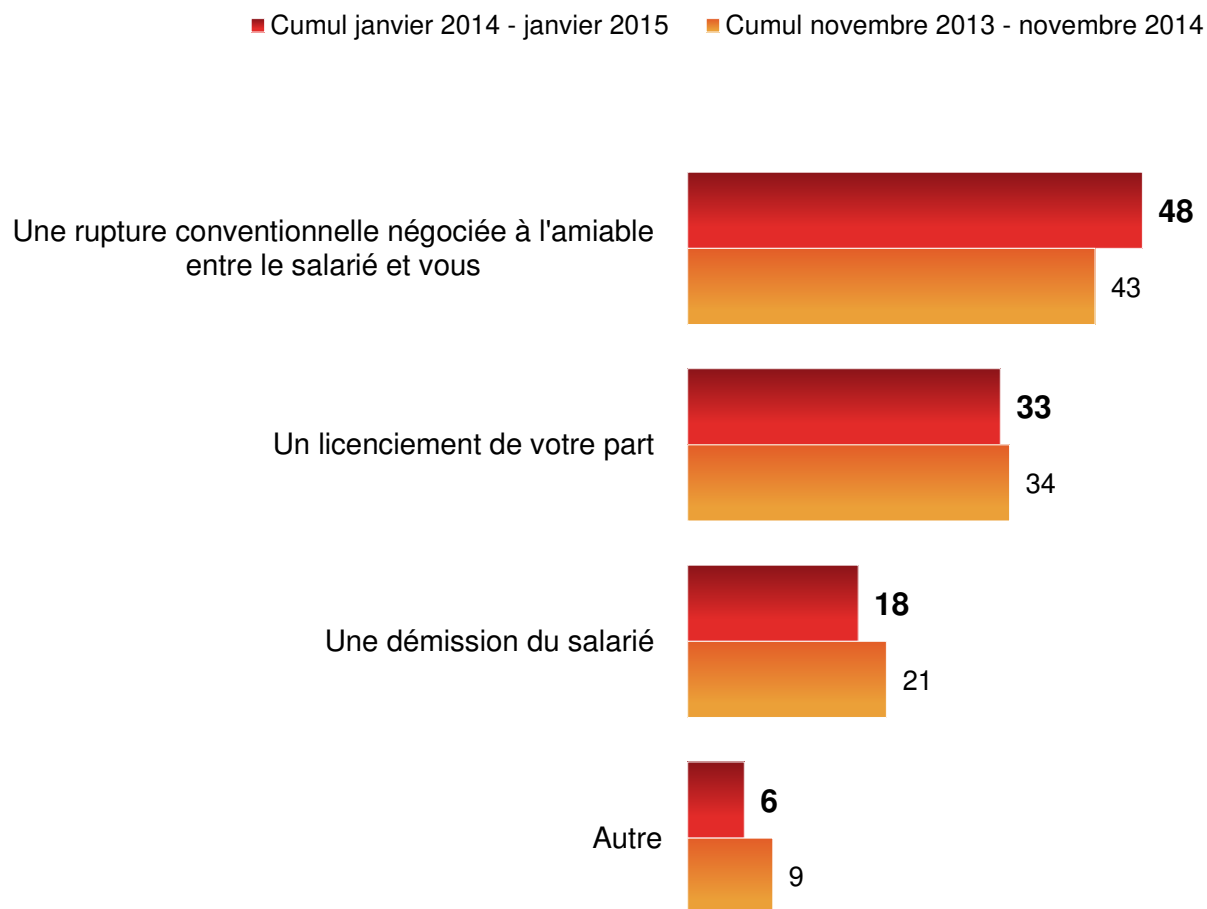
CDD > 1 mois = 34%
CDD < 1 mois = 13%



Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?

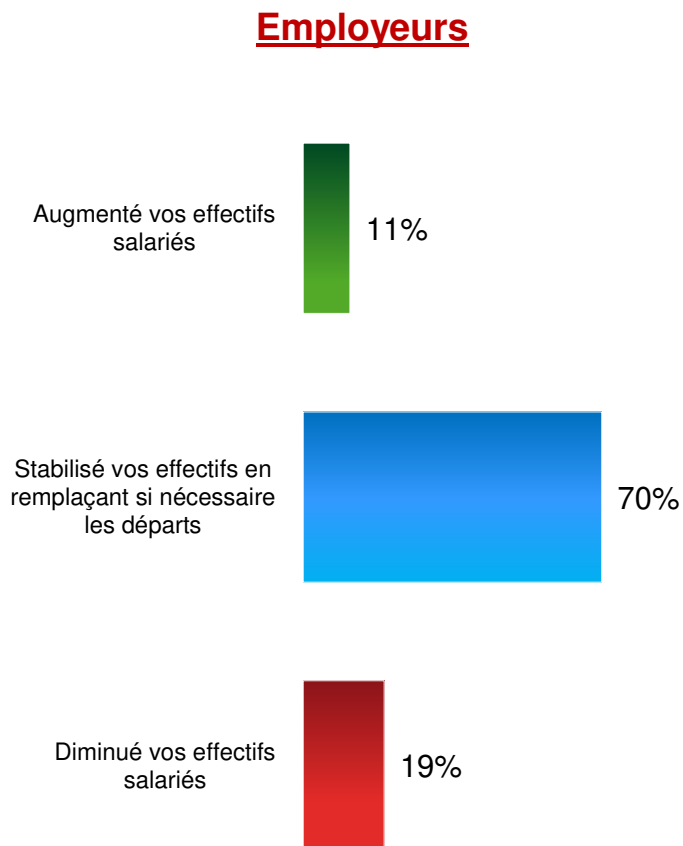


Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

L'évolution des effectifs en 2014

Question

Au global, sur l'année 2014, avez-vous... ?



Moyenne janvier 2015 : -0,1 poste

Rappel moyenne janvier 2014 : -0,1 poste

Rappel
janvier
2014

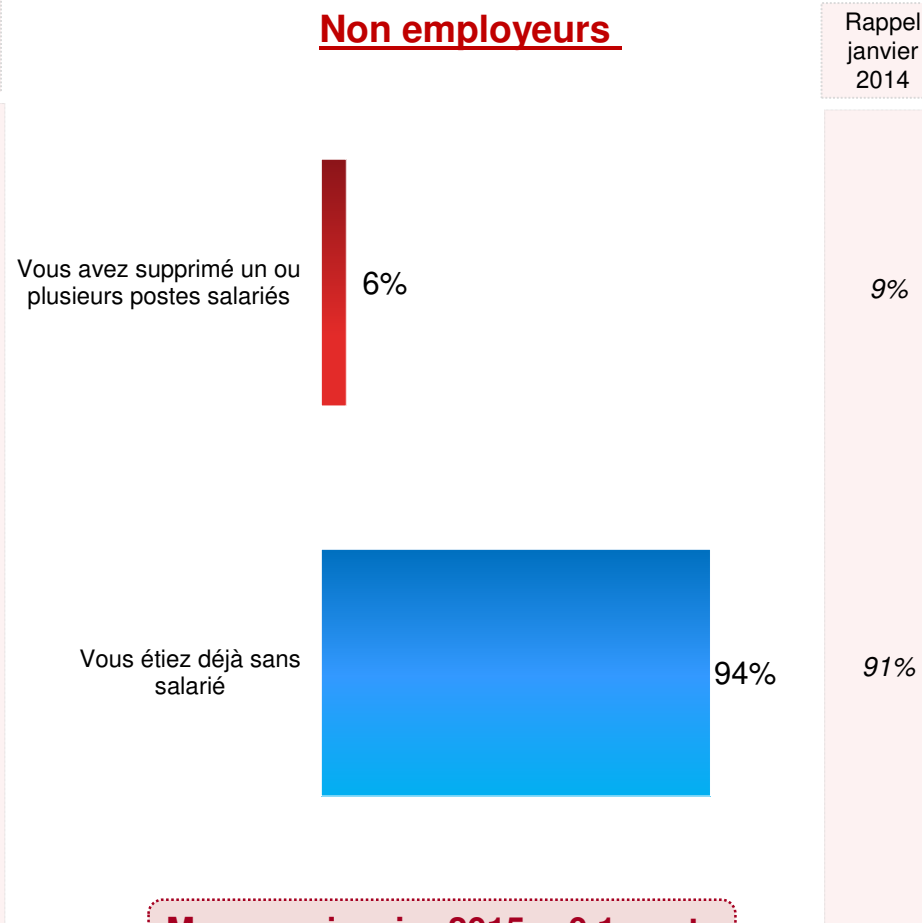
12%

72%

16%

Question

Au global, sur l'année 2014, quelle a été votre situation en matière d'emploi



Moyenne janvier 2015 : -0,1 poste

Rappel moyenne janvier 2014 : -0,1 poste

Rappel
janvier
2014

9%

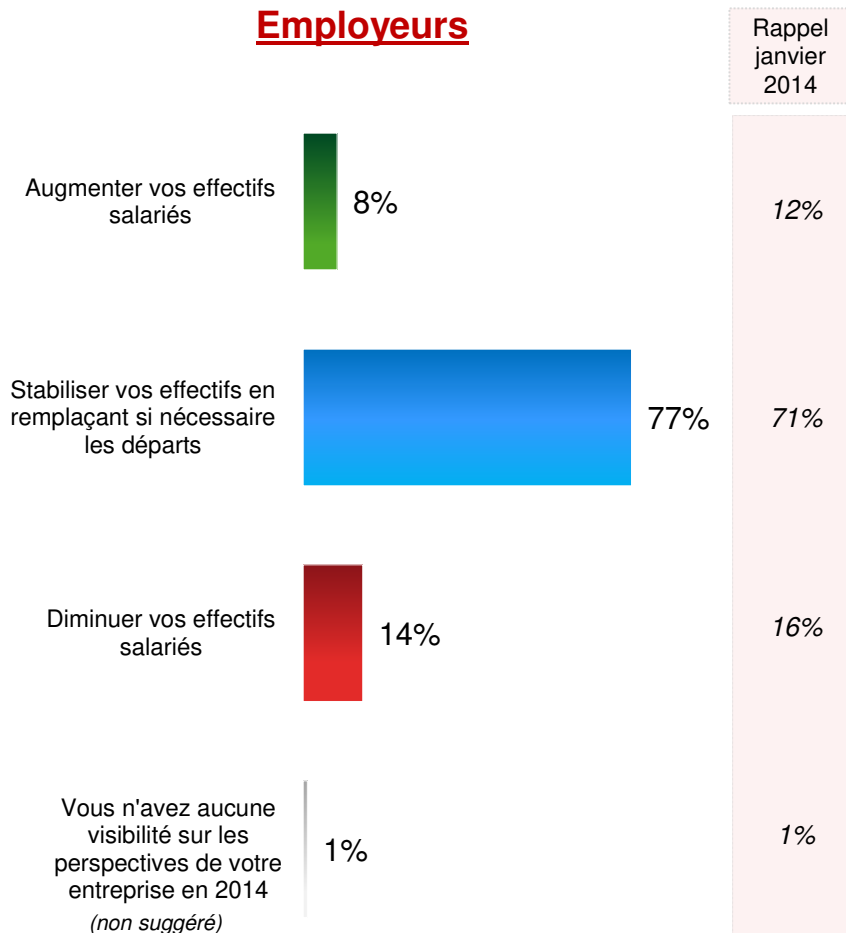
91%

Les prévisions en matière d'emploi pour 2015

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2015 ?

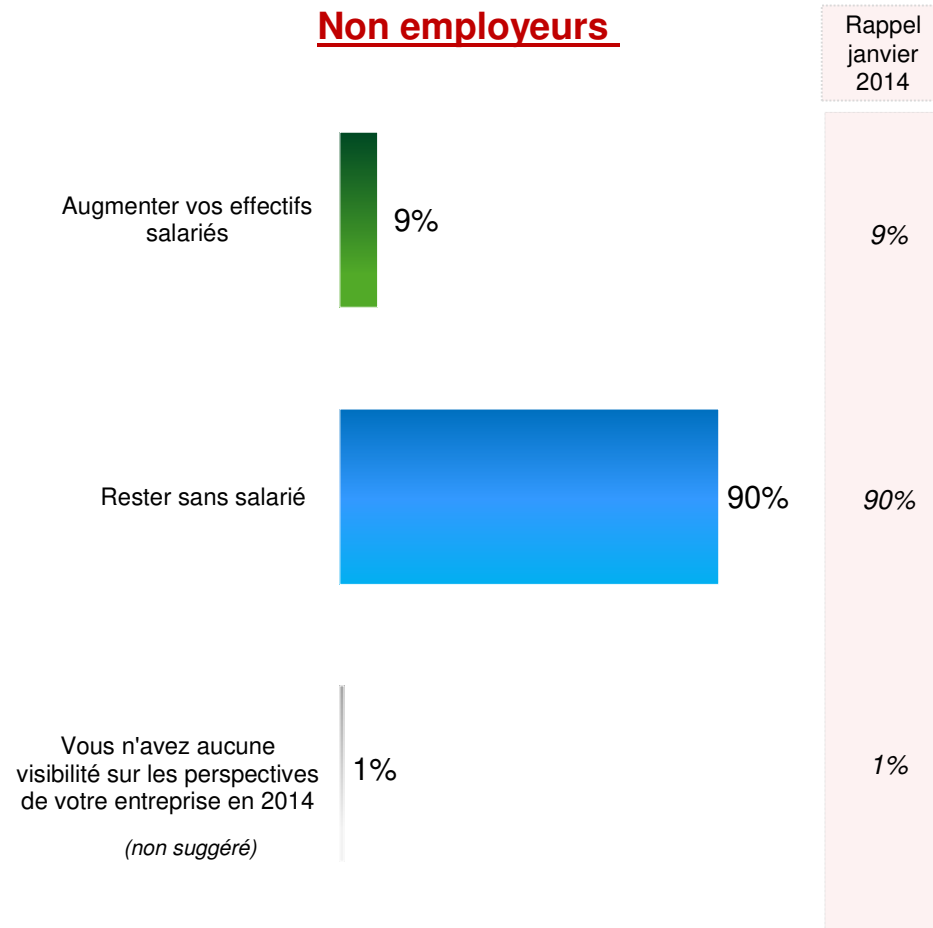
Employeurs



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2015 ?

Non employeurs



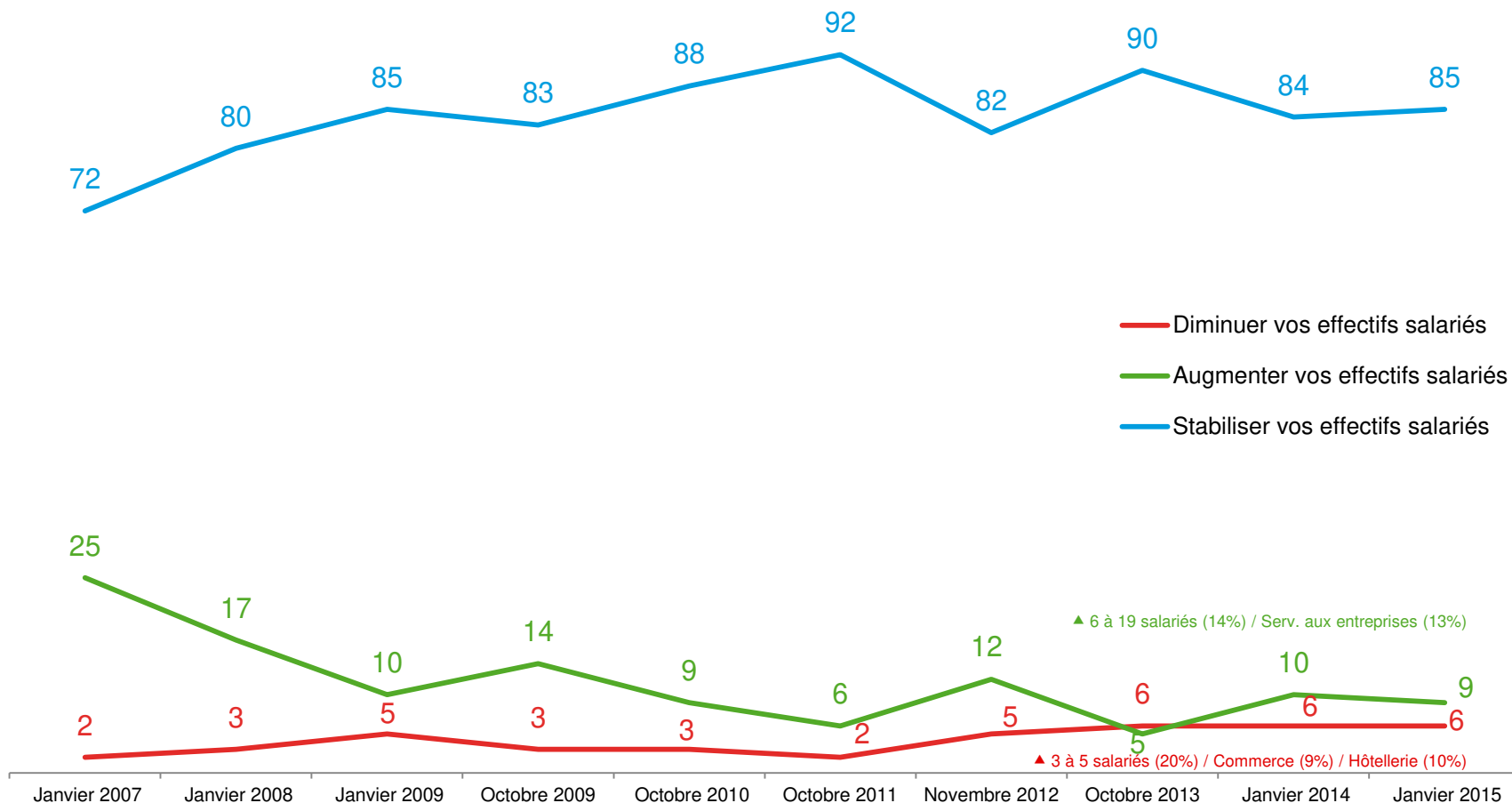
Base : question posée uniquement aux patrons de TPE employant au moins un salarié

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE n'ayant pas de salarié

Les prévisions en matière d'emploi pour 2015 pour l'ensemble des TPE

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2015 ?



Base : ensemble des TPE

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

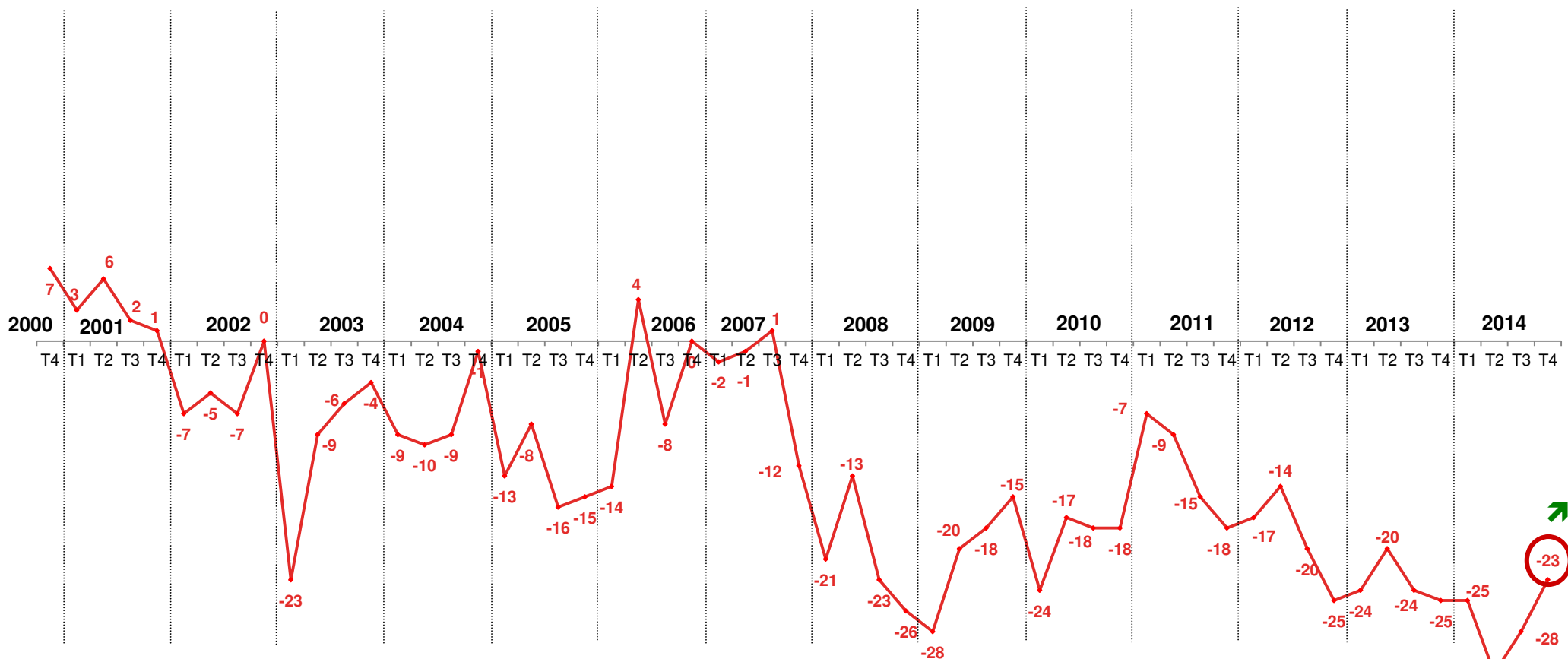
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois



Moyenne depuis 2000 = -11,8

▲ 10 à 19 salarié (-16%)
 ▲ Serv. aux particuliers (-16%), aux entreprises (-18%)
 ▼ 3 à 5 salariés (-36%)
 ▼ Industrie (-43%) / Hôtellerie (-40%)

Base : ensemble des TPE

La croissance en 2014 et les prévisions pour 2015

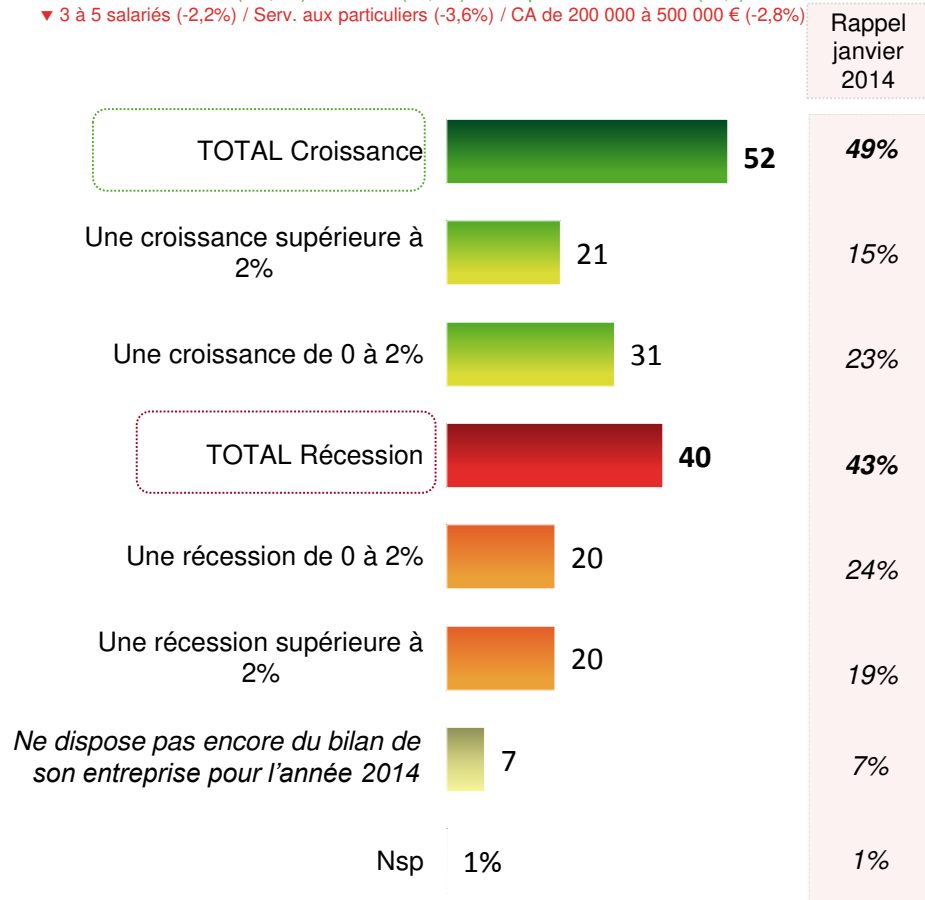
Question

Au global, sur 2014, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

Moyenne janvier 2015 : -1,0%

Rappel moyenne janvier 2014: -0,5% / Rappel moyenne octobre 2013 : -2% / Rappel moyenne février 2013 : +0,2% / Rappel moyenne novembre 2012: -3,2% / Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,5% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +1,2

▲ 6 à 9 salariés (+1,9%) / Industrie (+1,5%) / CA supérieur à 1 million € (+1,3)
▼ 3 à 5 salariés (-2,2%) / Serv. aux particuliers (-3,6%) / CA de 200 000 à 500 000 € (-2,8%)



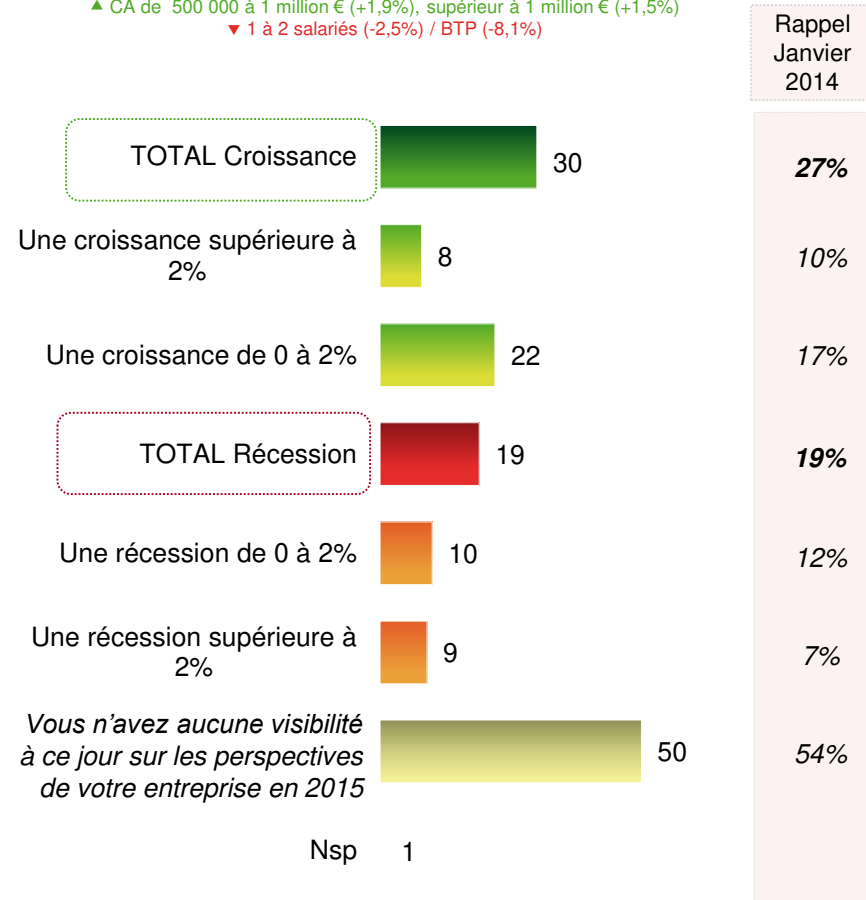
Question

Et en 2015, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

Moyenne janvier 2015 : -0,9%

Rappel moyenne janvier 2014: 0% / Rappel moyenne octobre 2013 : +2,5% / Rappel moyenne février 2013 : +0,5% / Rappel moyenne Novembre 2012 : 0% Rappel moyenne Janvier 2012 : +1,2% / Rappel moyenne Octobre 2011 : +2,7%

▲ 3 à 5 salariés (+0,3%) / Commerce (+2%)
▲ CA de 500 000 à 1 million € (+1,9%), supérieur à 1 million € (+1,5%)
▼ 1 à 2 salariés (-2,5%) / BTP (-8,1%)

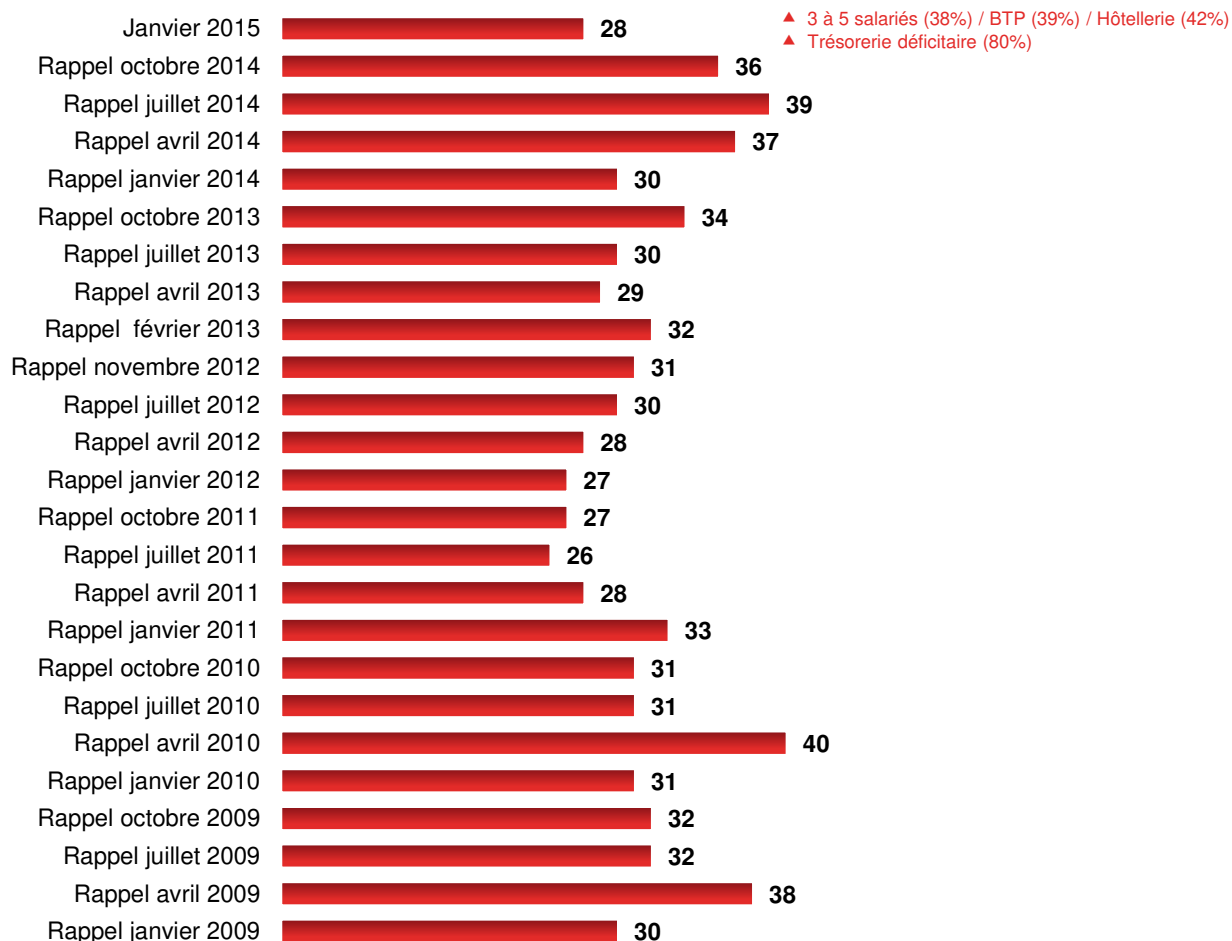


Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

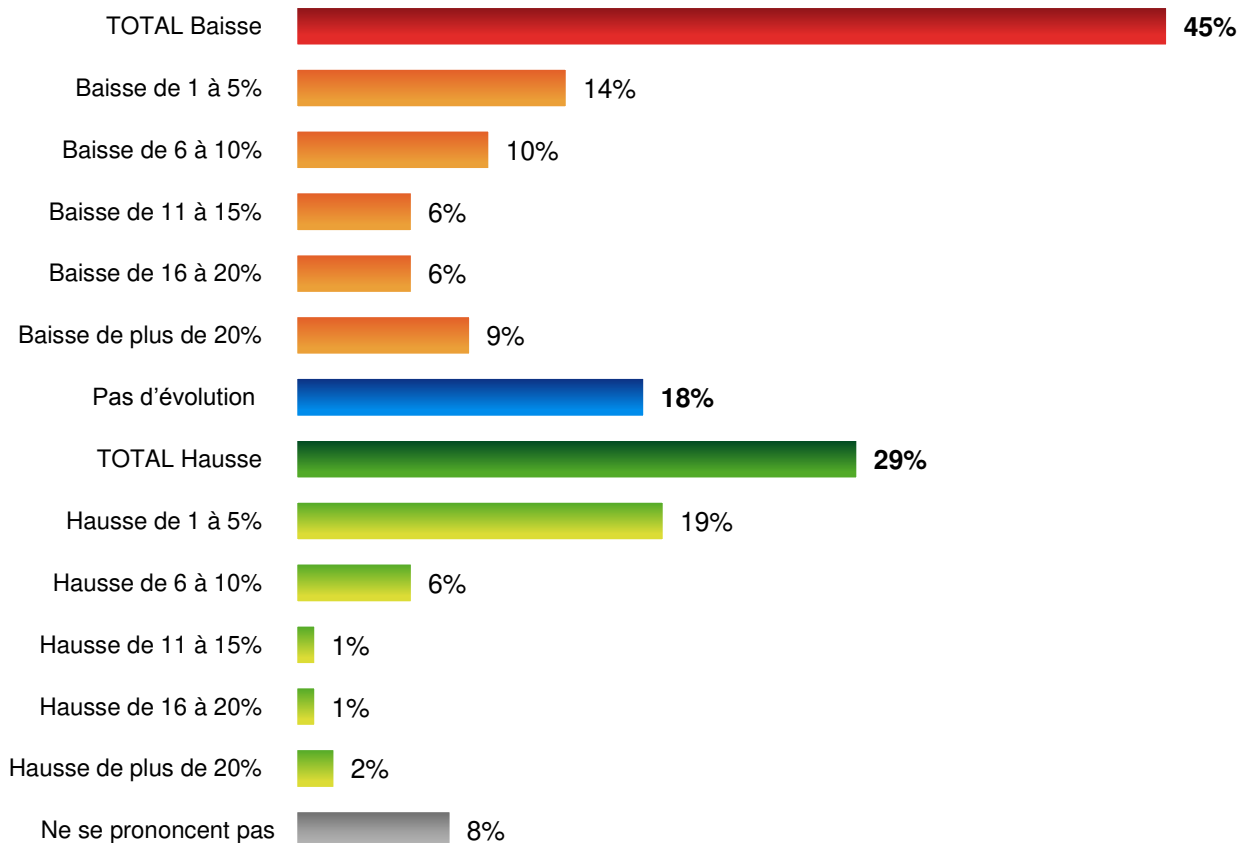
Question

Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne janvier 2015 : -5%

*Rappel octobre 2014 : -8% / Rappel juillet 2014 : -6,6% / Rappel avril 2014 : -6,7% / Rappel janvier 2014 : -4,8% /
Rappel octobre 2013 : -0,4% / Rappel juillet 2013 : -0,2% / Rappel avril 2013 : -0,8% / Rappel février 2013 : -2,8% / Rappel novembre 2012 : -2,9% /
Rappel juillet 2012 : -2,0% / Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%*

▲ 6 à 19 salariés (-3%)
▼ BTP (-11%)



Base : ensemble des TPE

* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

Excédentaire



30%

▲ Services aux entreprises (49%)
▲ CA supérieur à 1 million € (44%)

A l'équilibre



46%

▲ Aucun salarié (49%)
▲ BTP (56%) / Services aux particuliers (58%)

Déficitaire



24%

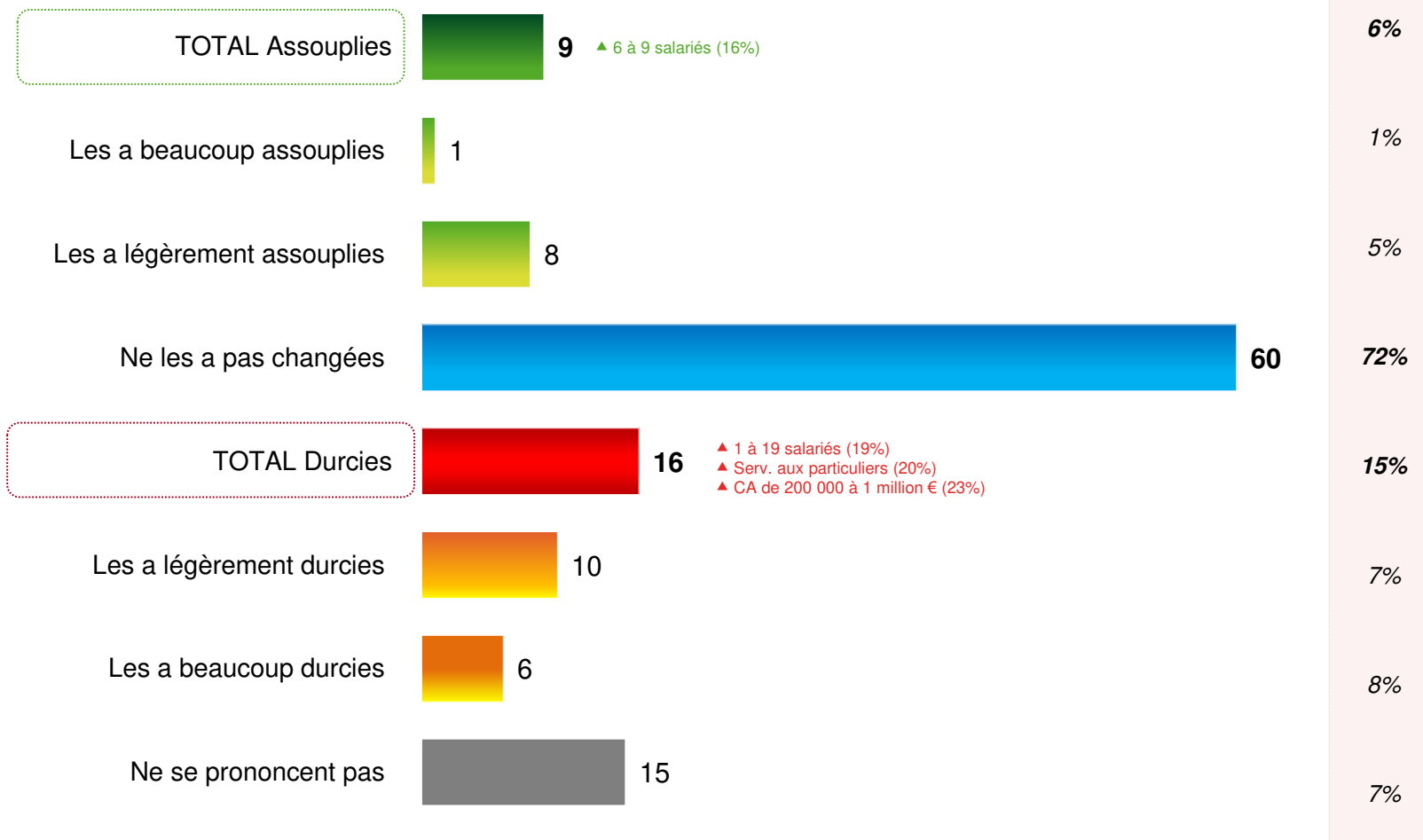
▲ 1 à 2 salariés (31%)
▲ Commerce (32%) / Hôtellerie (41%)

Rappel octobre 2014	Rappel juillet 2014
28%	26%
48%	48%
24%	26%

L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?



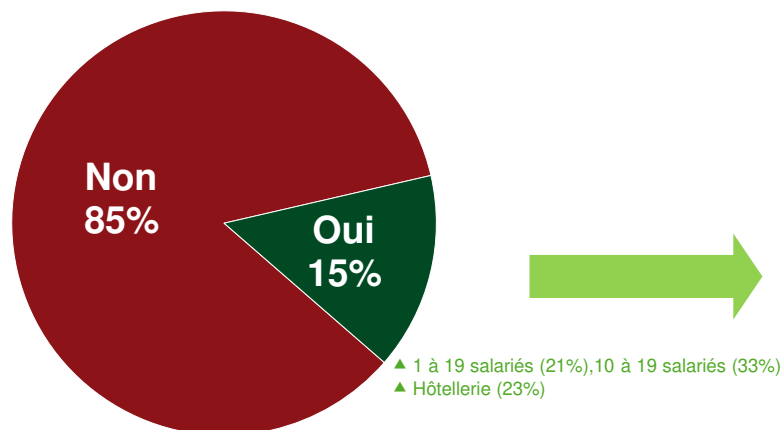
Base : ensemble des TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



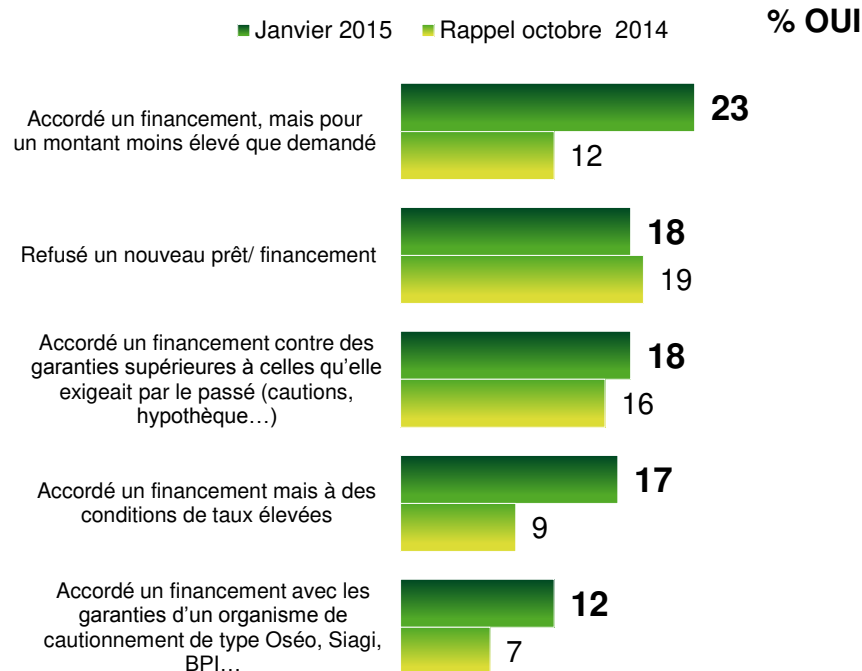
Rappel octobre 2014 : 14% / Rappel juillet 2014 : 14%
Rappel avril 2014 : 14% / Rappel janvier 2014 : 17%
Rappel octobre 2013 : 18% / Rappel juillet 2013 : 18%
Rappel avril 2013 : 23% / Rappel février 2013 : 20%
Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

Base : ensemble des TPE

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 58%

Rappel octobre 2014 : 47%
Rappel juillet 2014 : 58% / Rappel avril 2014 : 57% / Rappel janvier 2014 : 49%
Rappel octobre 2013 : 65% / Rappel juillet 2013 : 57% / Rappel avril 2013 : 53%
Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

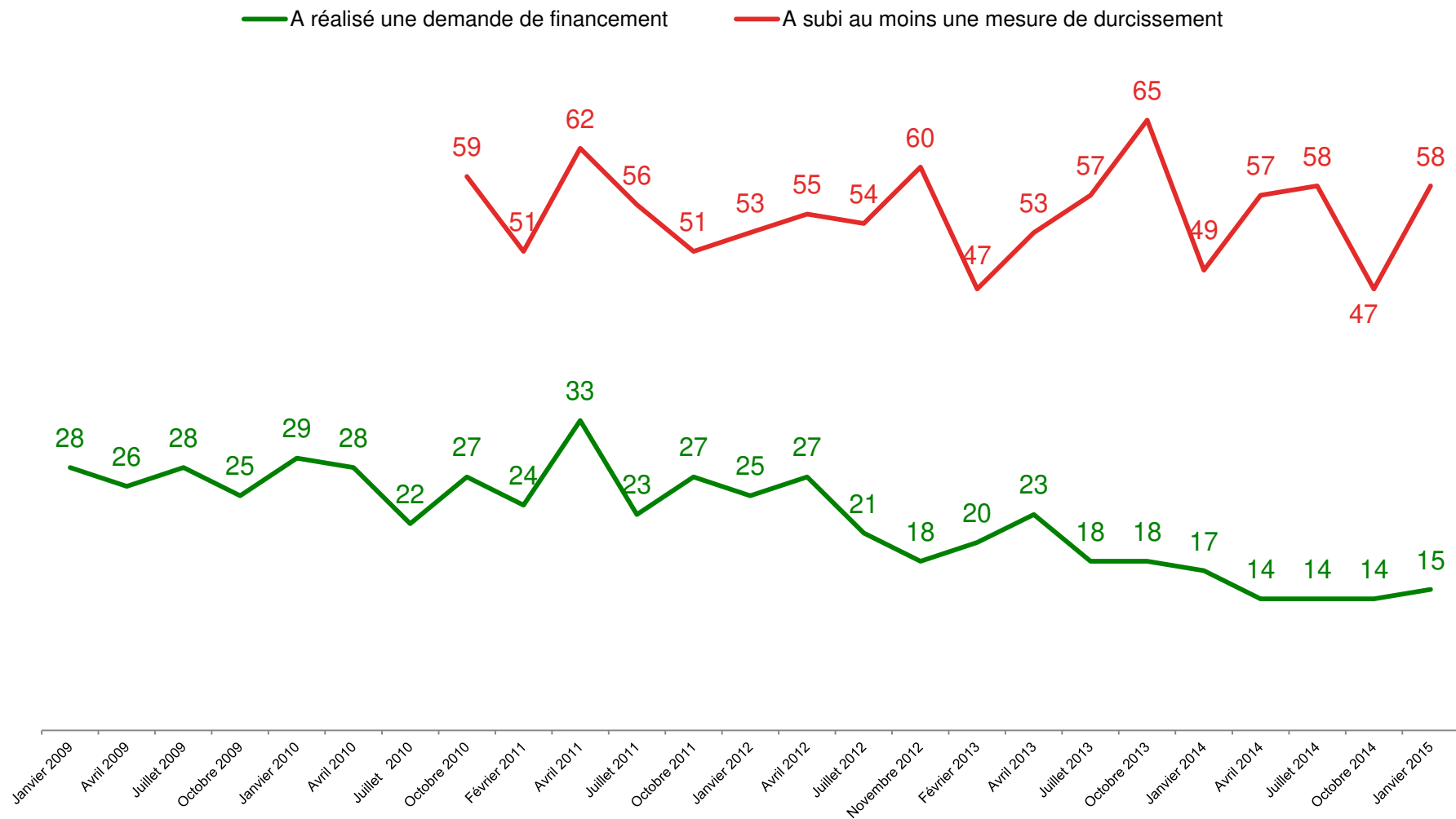
▲ 1 à 2 salariés (71%) / Serv. aux entreprises (78%) / Région parisienne (80%) / CA de 200 000 à 500 000 € (76%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



L'actualité économique

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

A - Les projections à l'horizon 2017 et les nouvelles mesures pour 2015

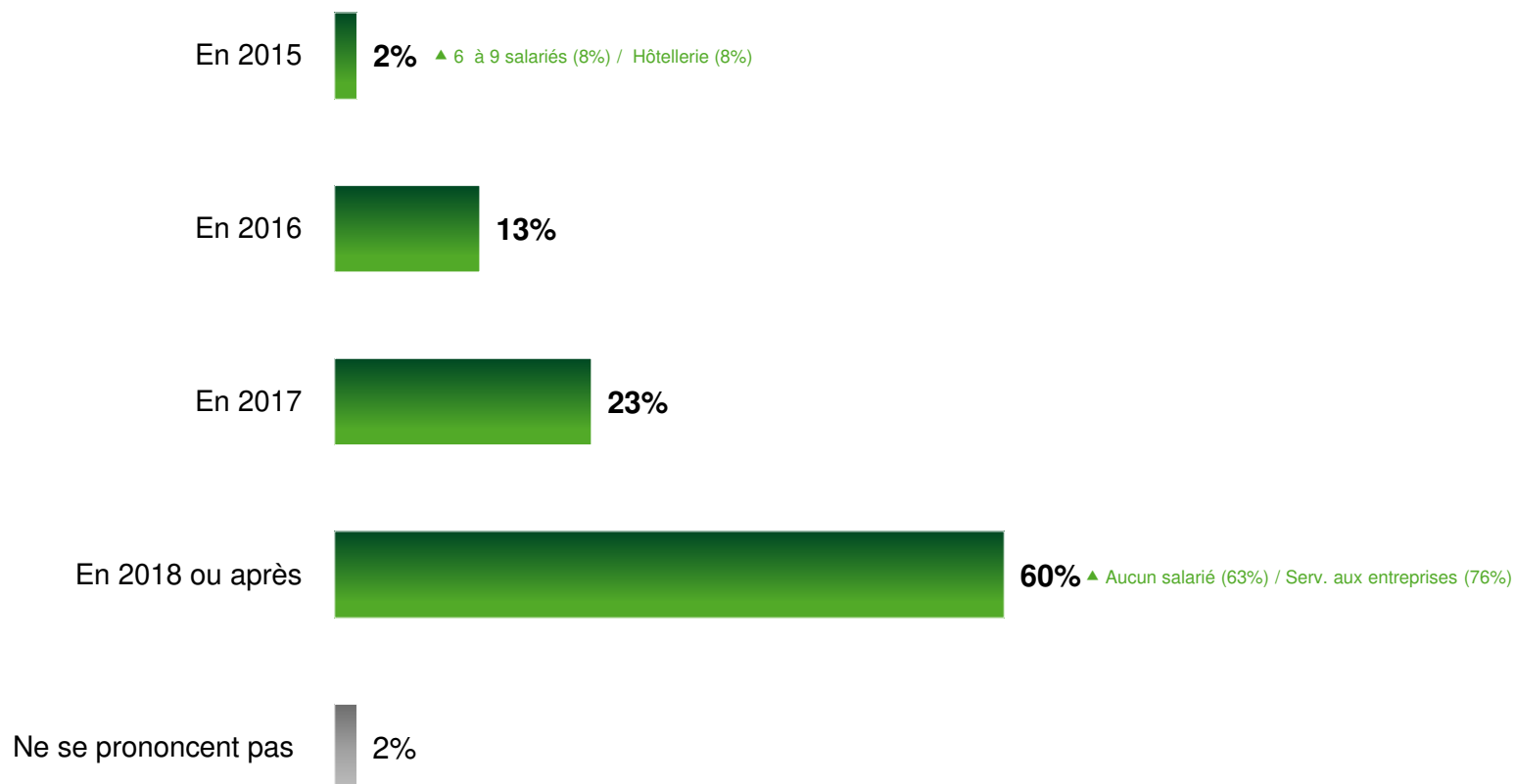
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'échéance de diminution du chômage

Question

Selon-vous, à quelle échéance la croissance permettra-t-elle de faire baisser le chômage ?



Le pronostic sur la croissance de l'économie et de l'activité à l'horizon 2017

Question

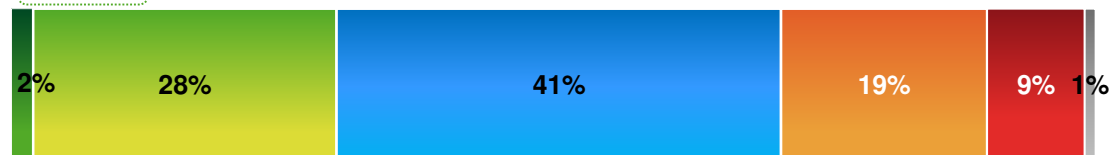
Diriez-vous qu'à l'horizon de 2017, on observera une croissance, une stagnation, ou une récession... ?

Total Une croissance

30%

▲ 1 à 2 salariés (37%) / Commerce (38%)

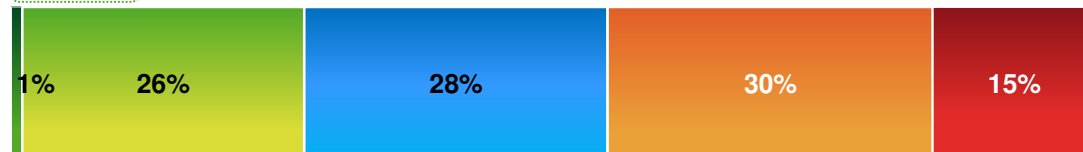
De l'activité de votre entreprise



27%

▲ Serv. aux entreprises (36%) / Région parisienne (38%)
▼ BTP (18%) / Hôtellerie (16%)

De l'économie française

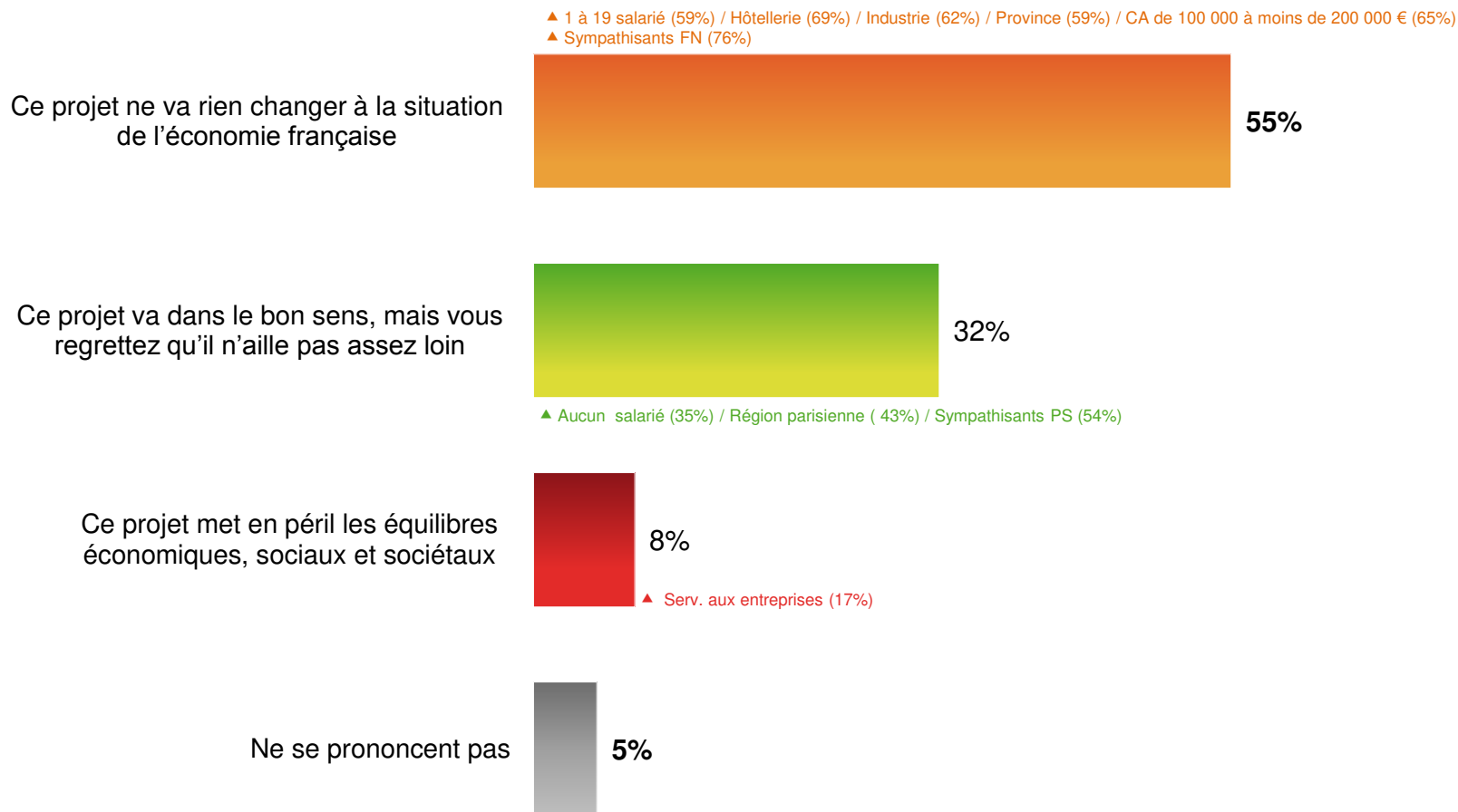


■ Une forte croissance ■ Une légère croissance ■ Une stagnation ■ Une légère récession ■ Une forte récession ■ Ne se prononcent pas

L'opinion vis-à-vis de la loi Macron

Question

Emmanuel Macron a présenté le 10 décembre dernier une loi pour la croissance et l'activité. Concernant cette loi, avec laquelle de ces phrases, êtes-vous le plus d'accord ?



L'efficacité de plusieurs mesures de la loi Macron pour relancer l'économie

Question

Pour chacune des mesures suivantes du projet de loi Macron, diriez-vous qu'elle sera efficace ou pas efficace pour relancer l'économie ?

La possibilité de négocier les rémunérations pour le travail dominical branche par branche

Total Efficace

54%

▲ Serv. aux entreprises (67%) / Non artisans (76%) / CA inférieur à 100 000 € (69%)
▼ Commerce (48%) / BTP (47%) / CA de 100 000 à moins de 200 000 € (38%)



La possibilité pour les commerces de passer de 5 à 12 ouvertures dominicales par an

53%

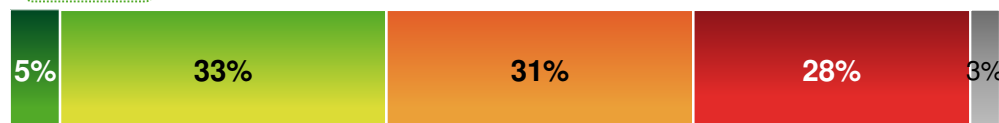
▲ Artisans (76%) / CA inférieur à 100 000 € (67%)
▼ 1 à 2 salarié (44%) / Commerce (44%)



L'ouverture à la concurrence des professions réglementées du droit (notaires, huissiers, avocats) pour certains actes

38%

▲ Serv. aux entreprises (44%) / Commerce (44%) / Artisans (61%) / CA inférieur à 100 000 € (51%)
▼ Hôtellerie (32%) / 6 à 19 salariés (29%) / CA de 100 000 à moins de 200 000 € (26%)



La libéralisation du transport en autocar

38%

▲ Hôtellerie (57%) / CA inférieur à 100 000 € (44%) / Sympathisants PS (60%)
▼ Serv. aux entreprises (30%)

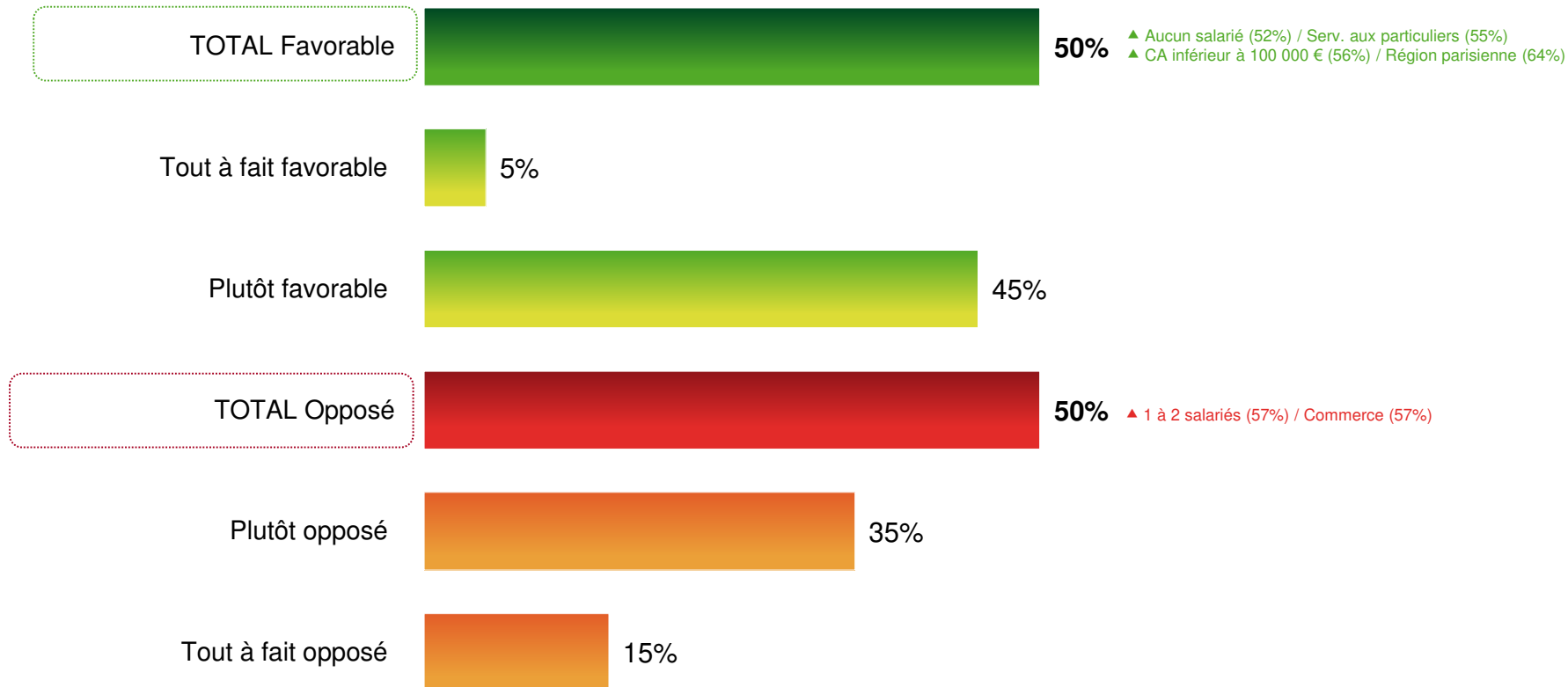


■ Très efficace ■ Plutôt efficace ■ Plutôt pas efficace ■ Pas du tout efficace ■ Ne se prononcent pas

L'adhésion générale aux dispositions prévues par la loi Macron

Question

Vous personnellement, êtes-vous globalement favorable ou opposé aux dispositions prévues par la loi Macron (élargissement du droit d'ouverture des commerces le dimanche à douze jours par an, développement de l'offre de transports en autocar en France, réforme des professions réglementées) ?

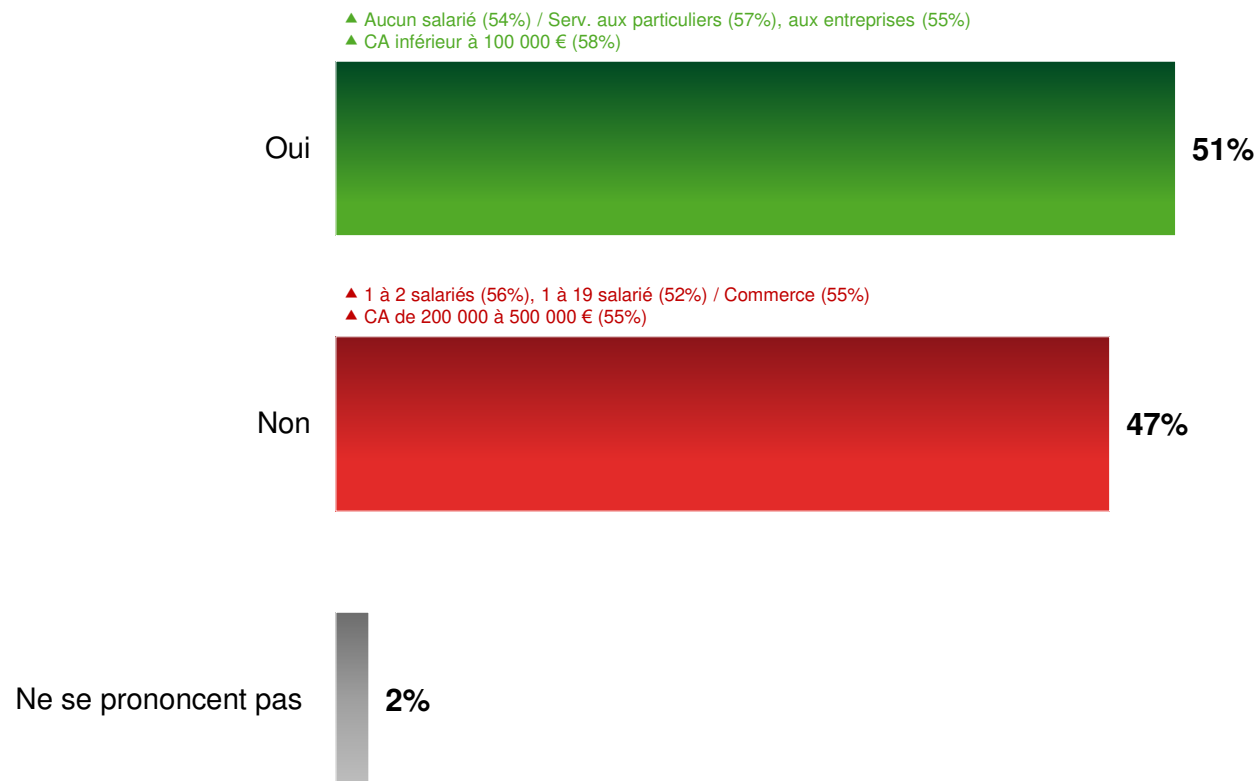


Base : ensemble des TPE

Le souhait de voir l'opposition voter la loi Macron

Question

Selon vous, l'opposition doit-elle voter la loi Macron ?



Base : ensemble des TPE

L'impact des réformes présentées par Manuel Valls sur l'économie française

Question

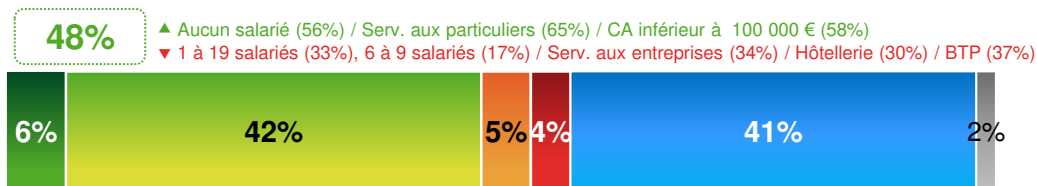
Manuel Valls a présenté le 12 décembre dernier l'agenda des réformes. Pour chacune de ces réformes, diriez-vous qu'elle aura un impact positif, négatif ou aucun impact sur l'économie française ?

Total Un impact positif

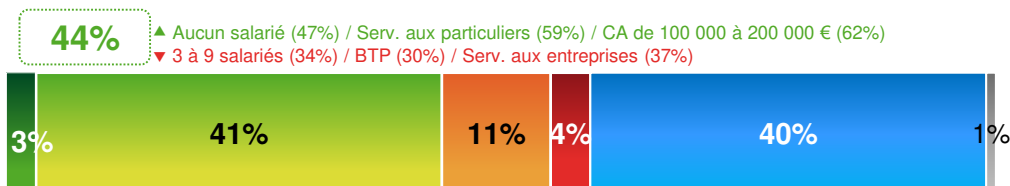
L'exonération totale pour les salariés au Smic des cotisations patronales de Sécurité sociale à l'Urssaf, et dégressive



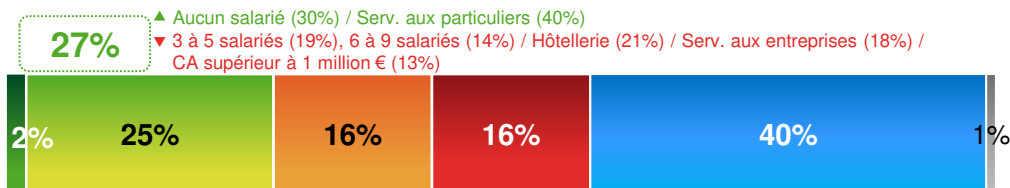
La réforme de la formation professionnelle avec la transformation du DIF en Compte Personnel de Formation mobilisable à l'initiative des salariés



Le passage progressif de 700 à 100 branches professionnelles sur 10 ans pour simplifier et dynamiser le dialogue social



La prise en compte de la pénibilité pour 4 facteurs au sein des entreprises



■ Un impact très positif ■ Un impact plutôt positif ■ Un impact plutôt négatif ■ Un impact très négatif ■ Aucun impact ■ Ne se prononcent pas

B - Le compte pénibilité

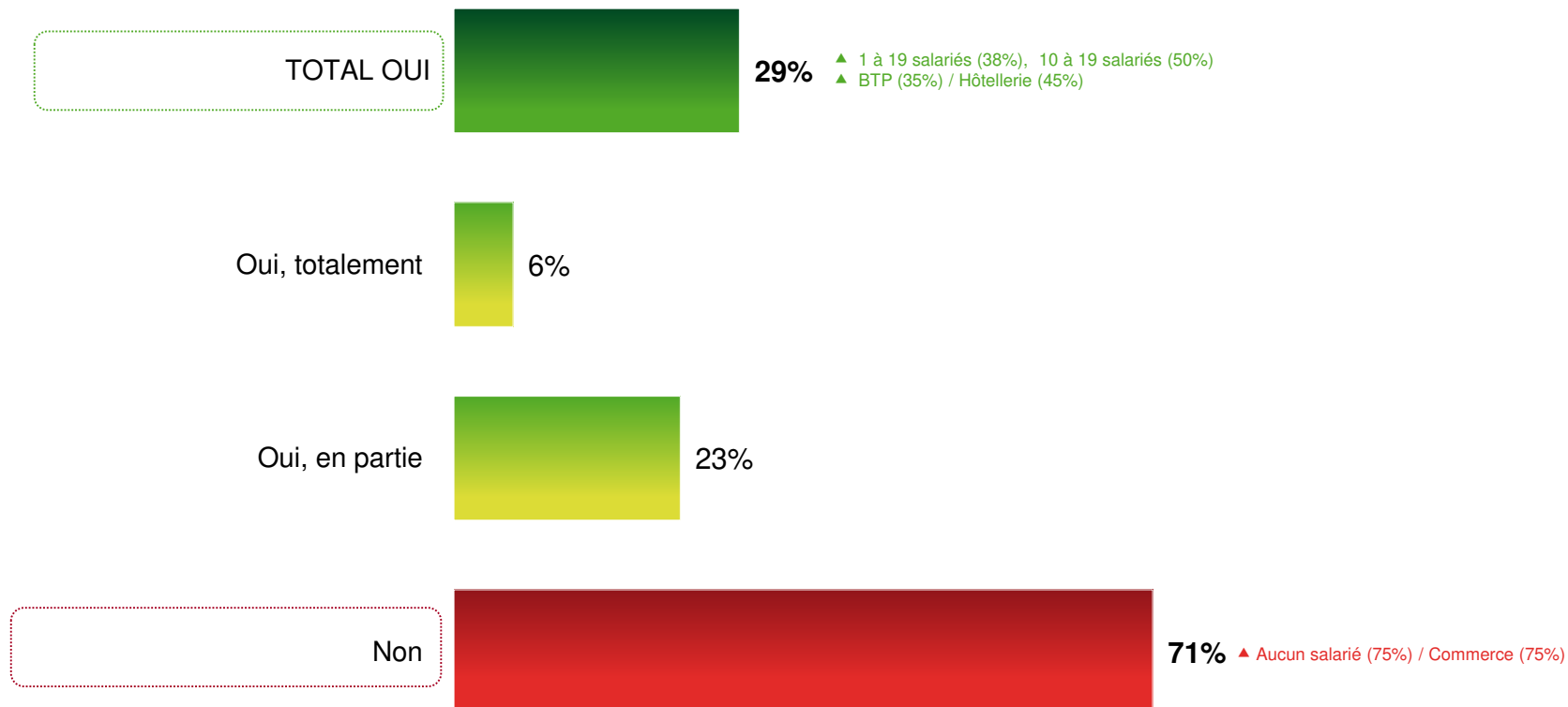
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La connaissance des 4 critères de pénibilité depuis le 1^{er} janvier 2015

Question

A compter du 1^{er} janvier 2015, les entreprises sont tenues d'ouvrir un compte pénibilité pour tous les salariés exposés à des risques sur la base de 4 critères parmi les dix facteurs de pénibilités existants. Avez-vous connaissance de ces 4 critères ?

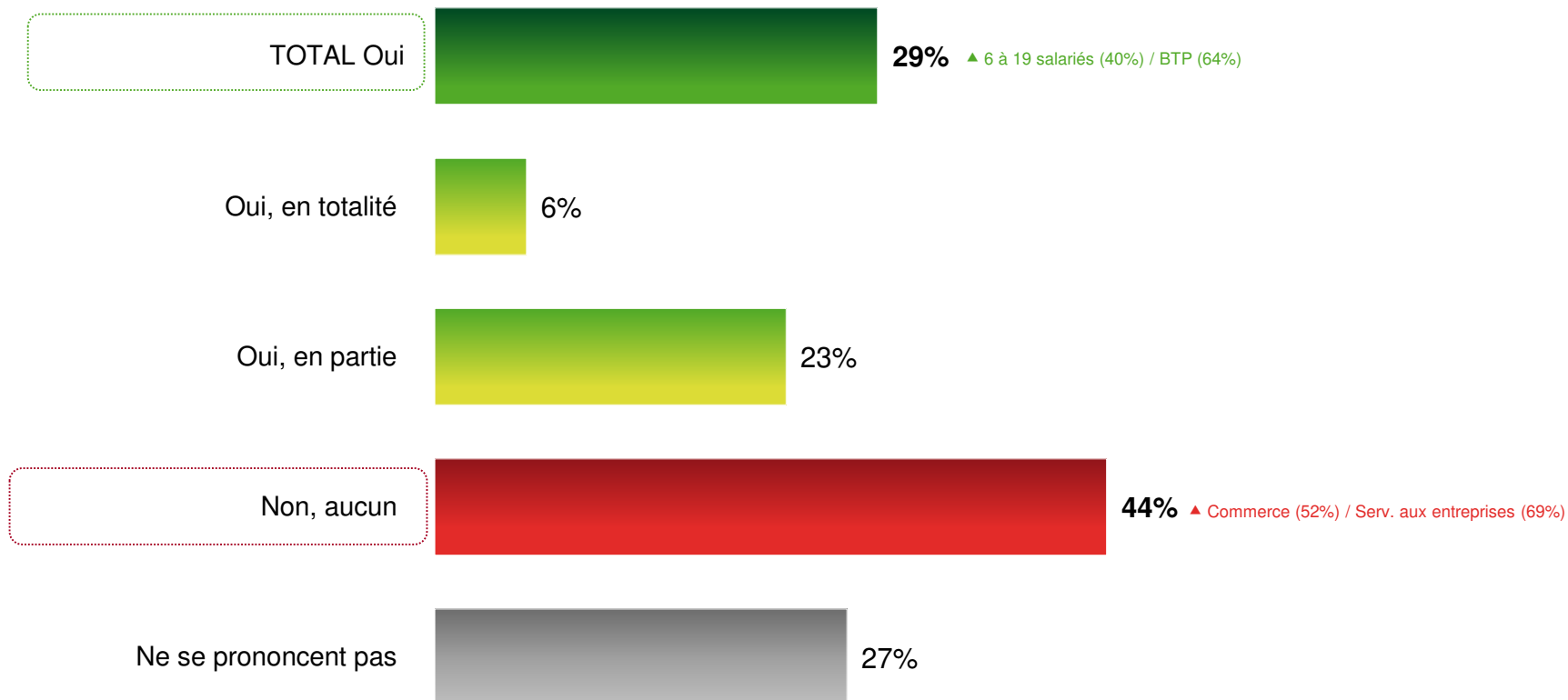


Base : ensemble des TPE

La présence de salariés concernés par le compte pénibilité

Question

Vos salariés sont-ils concernés par des facteurs de pénibilité ?



Base : aux employeurs

La mise en place d'actions visant à mesurer et prévenir la pénibilité

Question

Avez-vous mis en place les actions suivantes visant à mesurer et prévenir la pénibilité des postes de vos salariés ?

Au moins une action mise en œuvre : 33%

▲ 10 à 19 salariés (47%) / Industrie (42%) / BTP (42%)

▼ Services aux entreprises (20%)

Un recensement des facteurs de pénibilité
au sein de votre entreprise

▲ 10 à 19 salariés (34%) / BTP (34%) / Province (28%)



Des indicateurs de suivi des risques pour
les travaux pénibles

▲ Industrie (28%)

▼ Serv. aux entreprises (10%)



Un plan d'actions en matière de prévention
de la pénibilité

▲ Industrie (23%) / BTP (23%) / 10 à 19 salariés (28%)



Une fiche individuelle de pénibilité pour
chaque salarié exposé

▲ Artisans (23%) / 10 à 19 salariés (18%)



■ Oui

■ Non

■ Ne se prononcent pas

La présence de salariés concernés par certains facteurs de pénibilité

Question

Au sein de votre entreprise, des salariés sont-ils concernés par les facteurs de pénibilité suivants ?

Au moins un facteur de pénibilité : 49%

▲ 10 à 19 salariés (60%) / BTP (73%)
▼ Services aux entreprises (21%)

Total Oui

42%

▲ BTP (72%)
▼ Serv. aux entreprises (16%)

Le travail dans des postures pénibles, c'est-à-dire fatiguant les articulations



18%

▲ BTP (26%) / Industrie (26%) / Serv. aux particuliers (27%) / Province (20%)
▲ CA inférieur à 100 000 € (31%)

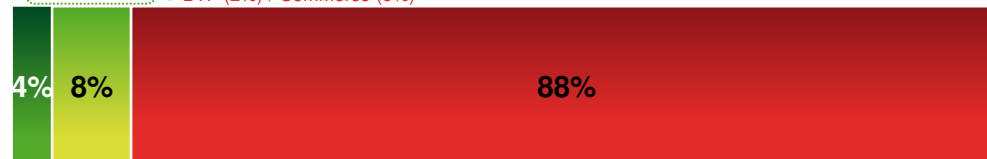
Le travail répétitif, c'est-à-dire avec la répétition régulière d'un même geste à une cadence contrainte



12%

▲ Industrie (26%) / Hôtellerie (36%) / 10 à 19 salariés (19%)
▼ BTP (2%) / Commerce (6%)

Le travail de nuit, c'est-à-dire entre 21h et 6h du matin



■ Oui, l'ensemble des salariés

■ Oui, une partie des salariés

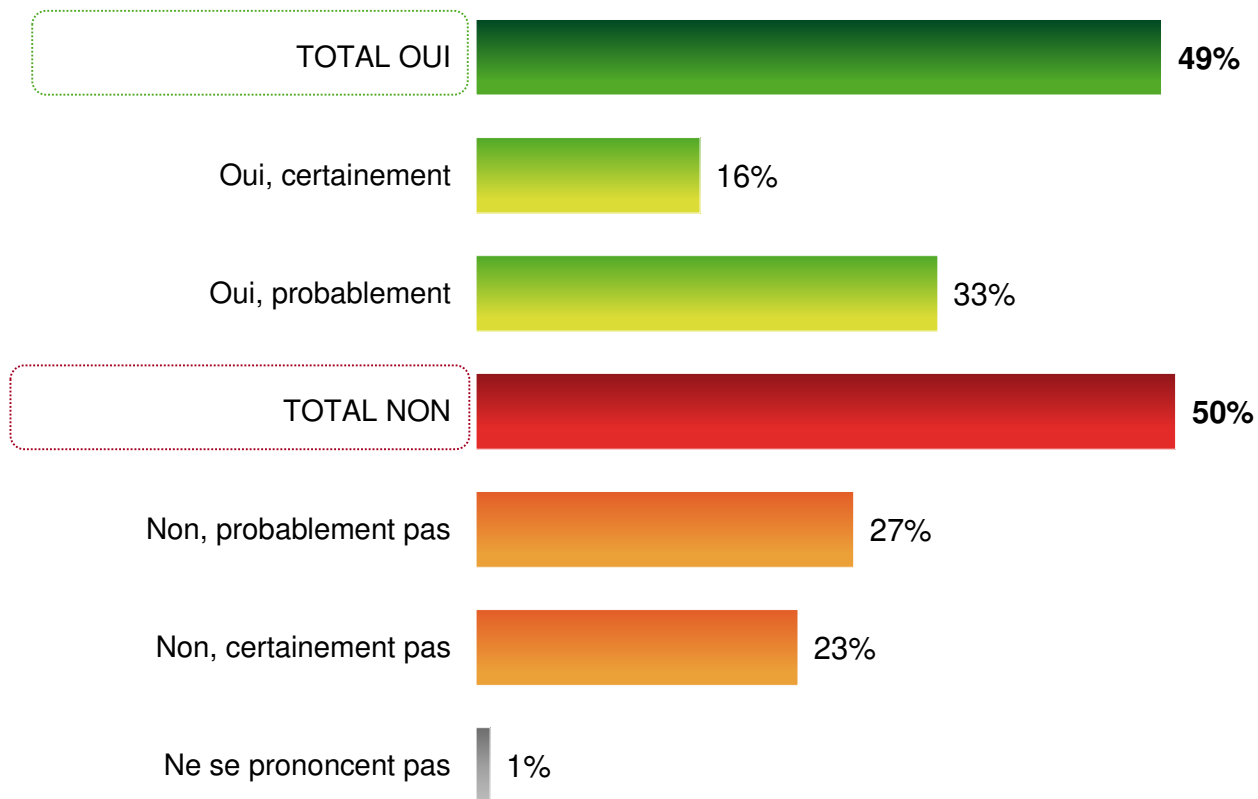
■ Non, aucun salarié

Base : aux employeurs

La capacité à mettre en place le compte pénibilité en 2015

Question

Estimez-vous que votre entreprise sera en mesure de mettre en place le compte pénibilité en 2015 en vue de sa généralisation en 2016 ?



Base : aux employeurs dont les salariés sont concernés par un des facteurs de pénibilité testés

C - L'accès obligatoire des locaux aux personnes en situation de handicap

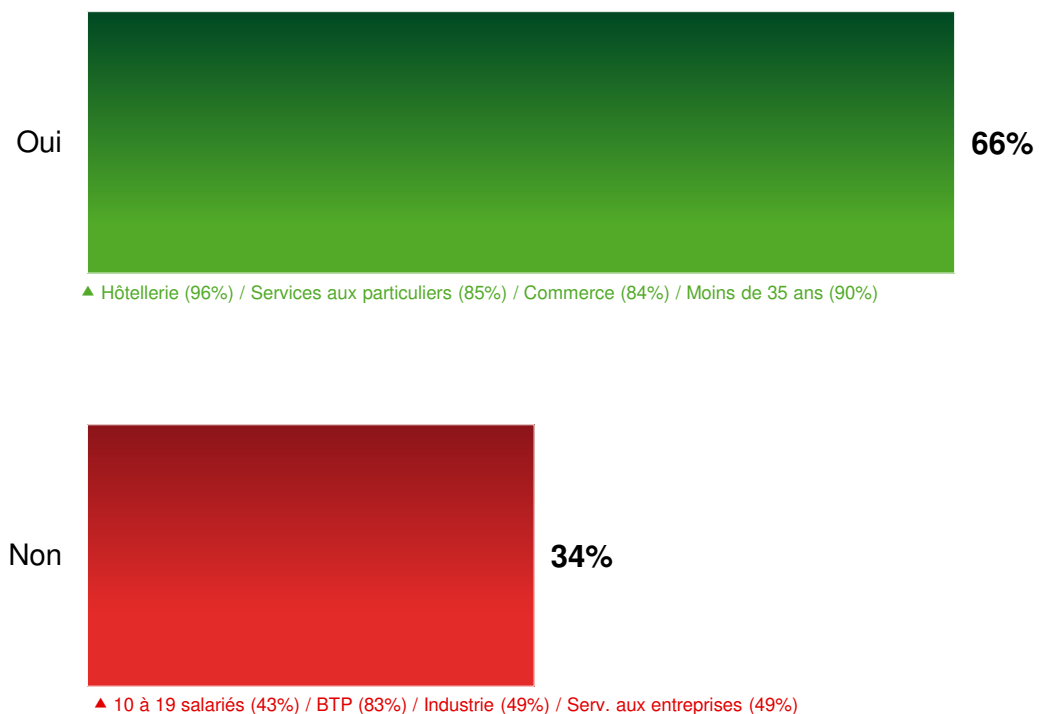
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La réception de public au sein des locaux

Question

Votre entreprise... reçoit-elle du public au sein de ses locaux ?



Base : ensemble des TPE

L'emploi de salariés handicapés

Question

Votre entreprise emploie-t-elle un ou plusieurs salariés handicapés ?

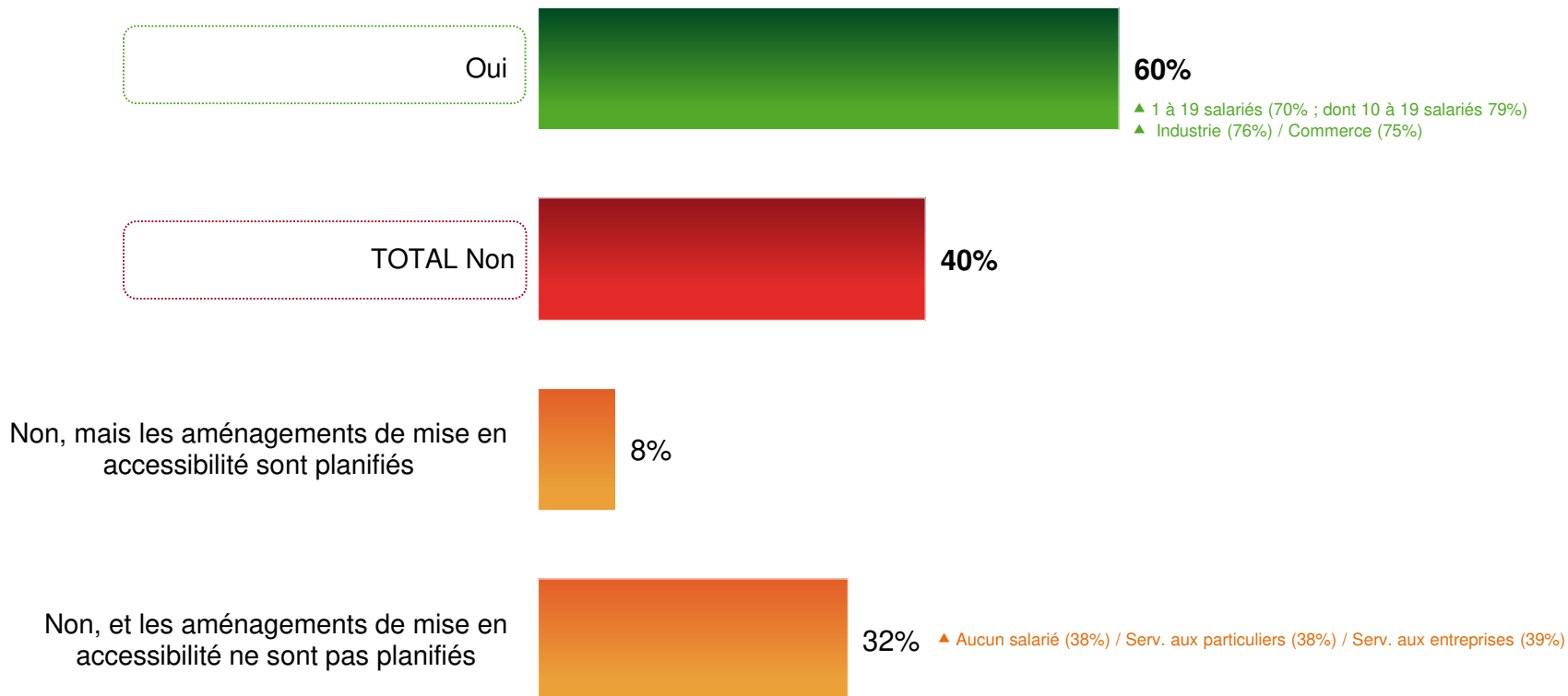


Base : patrons de TPE employeurs

L'accessibilité des locaux aux personnes en situation de handicap

Question

A compter du 1^{er} janvier 2015, les entreprises recevant du public sont tenues de rendre accessibles leurs locaux aux personnes en situation de handicap. Les locaux de votre entreprise sont-ils accessibles aux personnes en situation de handicap ?



Le report de l'obligation d'accessibilité

Question

Le gouvernement a autorisé les entreprises à reporter ces aménagements jusqu'au 26 septembre 2015.
Avez-vous connaissance de ce report ?

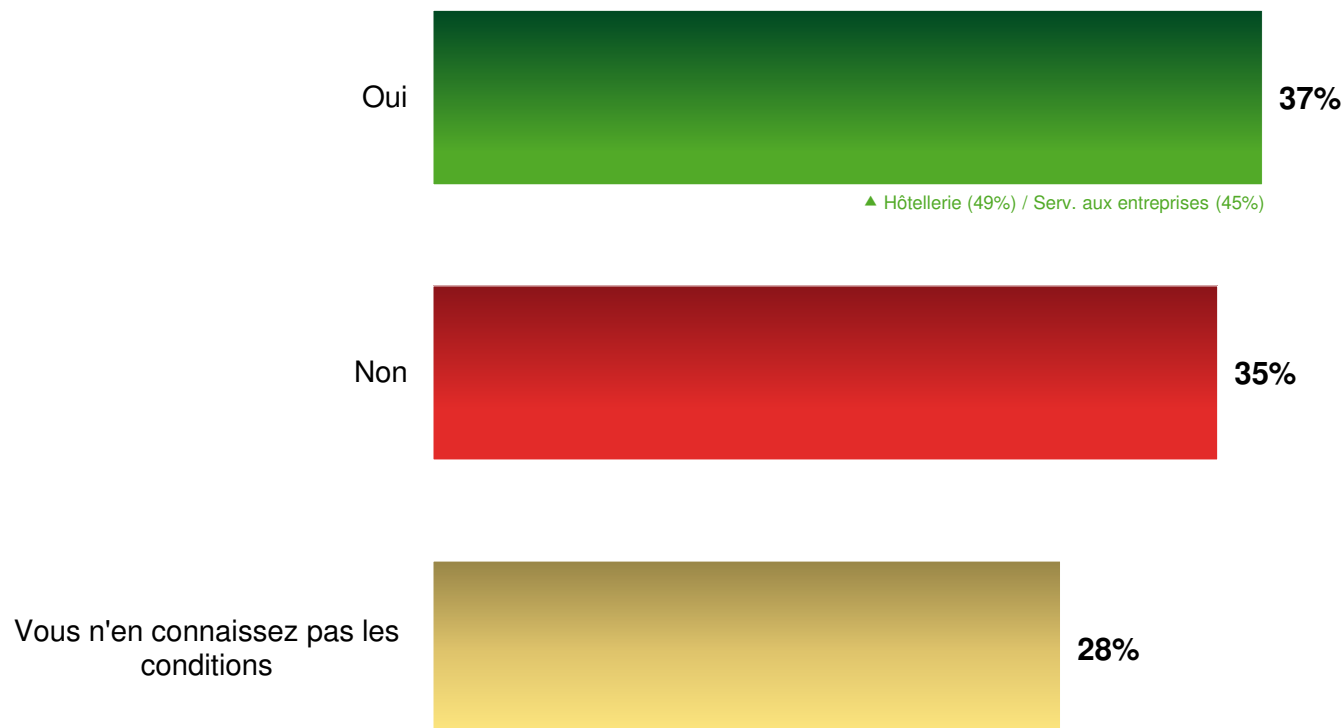


Base : aux patrons de TPE recevant du public au sein des locaux et / ou employant des salariés handicapés dont les locaux ne sont pas accessibles aux personnes en situation de handicap

La demande de dérogation pour les aménagements d'accessibilité

Question

Avez-vous l'intention de réaliser une demande de dérogation pour ces aménagements entre aujourd'hui et le 26 septembre 2015 ?

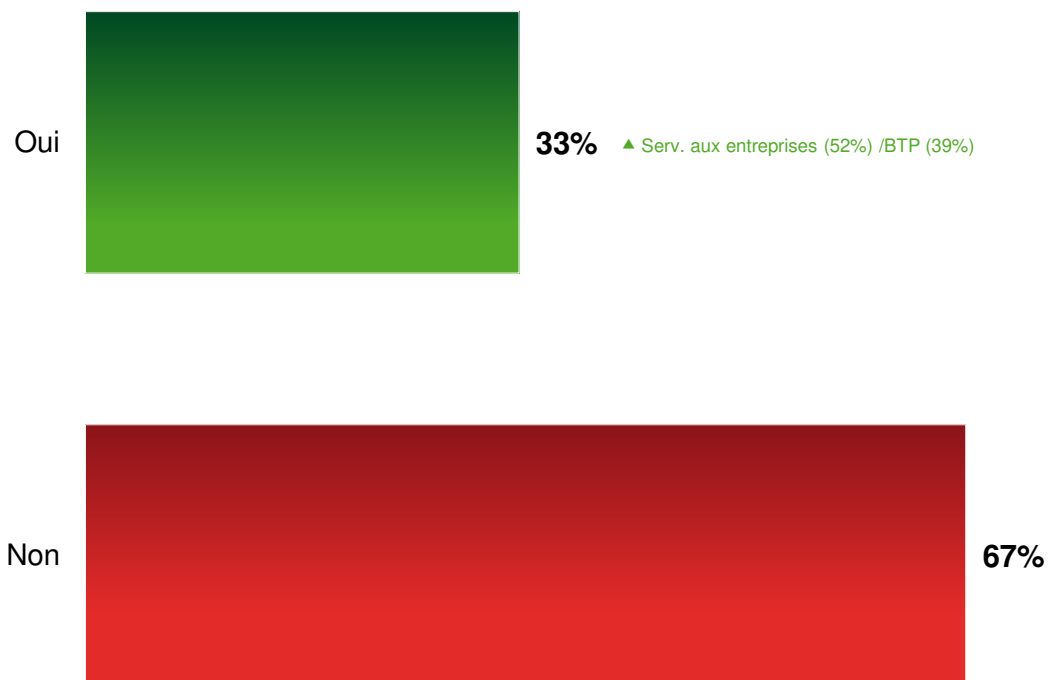


Base : aux patrons de TPE recevant du public au sein des locaux et / ou employant des salariés handicapés dont les locaux ne sont pas accessibles aux personnes en situation de handicap

Les sanctions applicables aux entreprises non accessibles

Question

Connaissez-vous les sanctions applicables aux entreprises non accessibles aux personnes en situation de handicap ?



Base : aux patrons de TPE recevant du public au sein des locaux et / ou employant des salariés handicapés dont les locaux ne sont pas accessibles aux personnes en situation de handicap

D - La perception des attentats du 7 au 9 janvier 2015

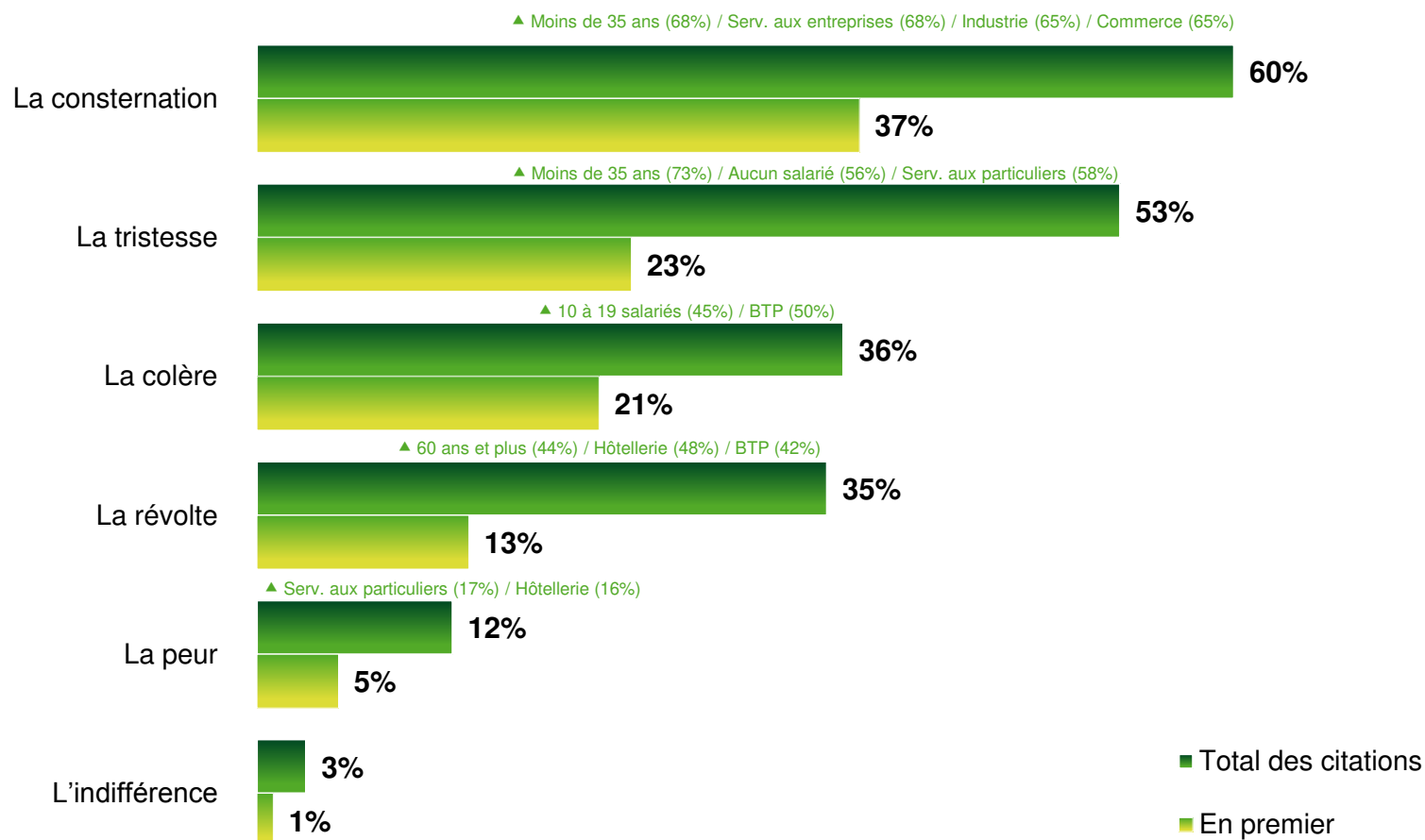
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les sentiments éprouvés à la suite des attentats

Question

A la suite des attentats terroristes qui ont eu lieu à Paris et en Ile-de-France, du mercredi 7 au vendredi 9 janvier, quel a été votre principal sentiment ? En premier ? Et en second ?

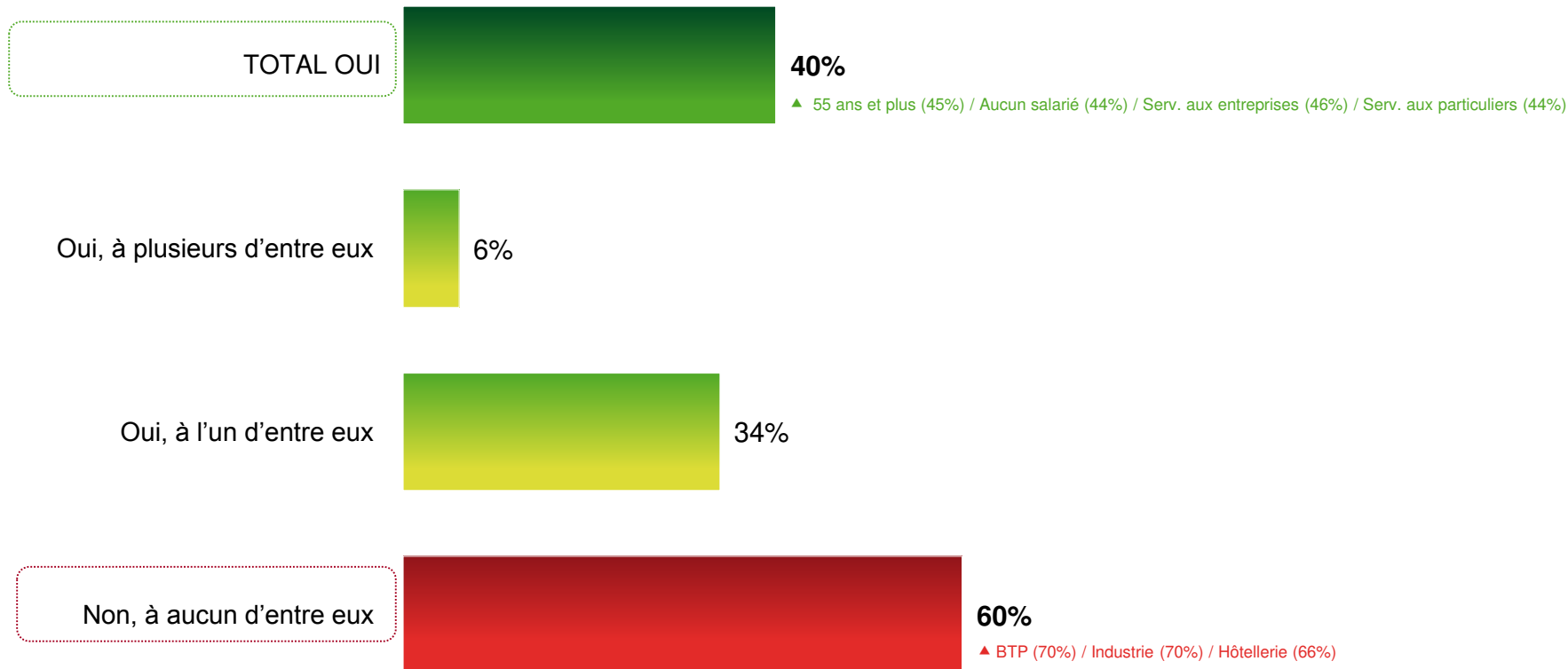


Base : ensemble des TPE

La participation aux marches et manifestations en réaction aux attentats

Question

Avez-vous participé à l'un des rassemblements, marches, ou manifestations organisés à la suite des attentats des 7 et 9 janvier ?

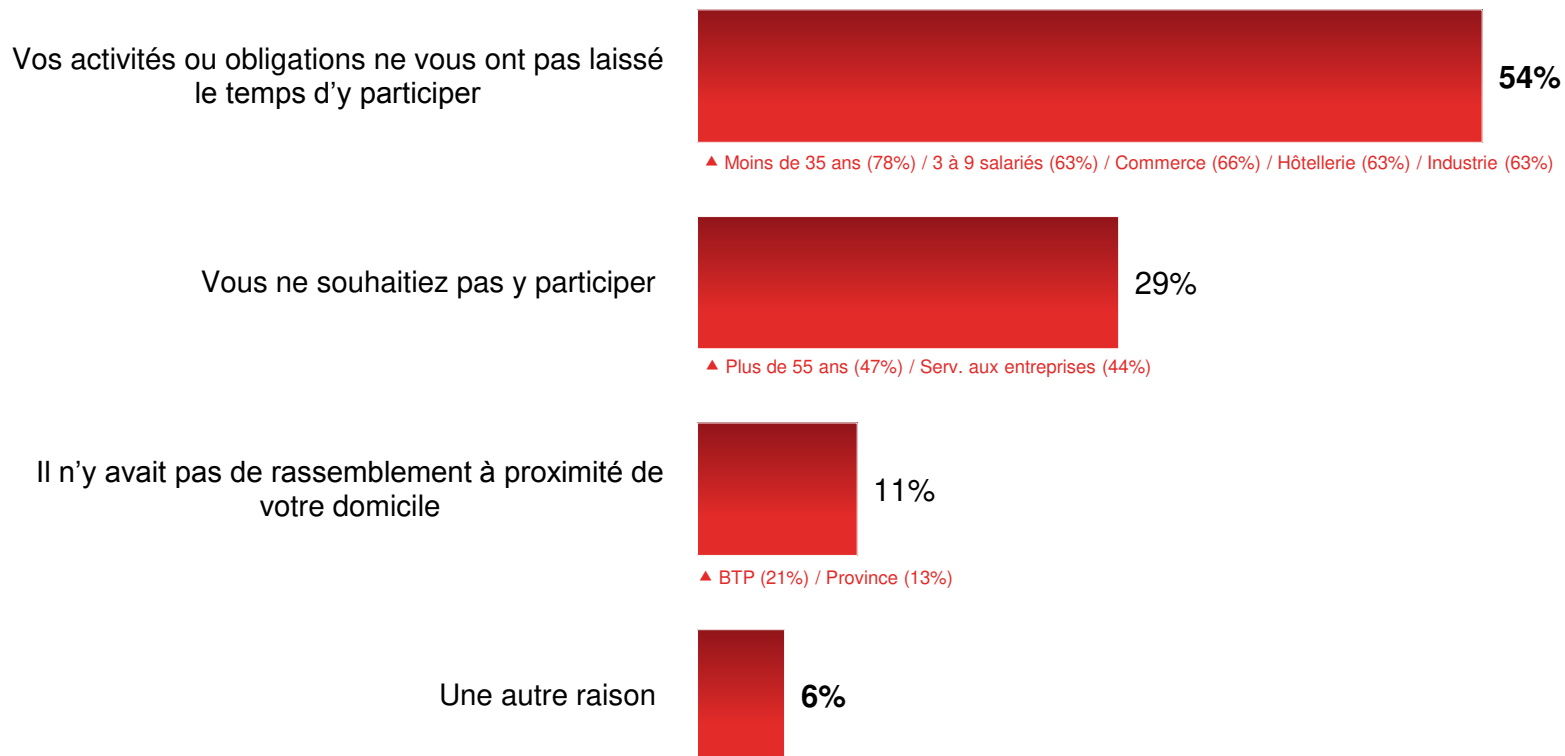


Base : ensemble des TPE

Les raisons de l'absence de participation aux rassemblements

Question

Pour quelle raison principale n'avez-vous pas participé aux rassemblements marches, ou manifestations organisés à la suite des attentats ?



Base : aux patrons de TPE n'ayant pas participé aux rassemblements

La perception de l'islam

Question

Avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Il ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace

83%

▲ Moins de 35 ans (93%) / 10 à 19 salariés (89%) / Serv. aux particuliers (89%)

L'Islam représente une menace

15%

▲ BTP (22%) / Hôtellerie (22%) / Sympathisants FN (59%)

Ne se prononcent pas

2%

Comparatif
Grand Public
janvier 2015 (*)

66%

29%

5%

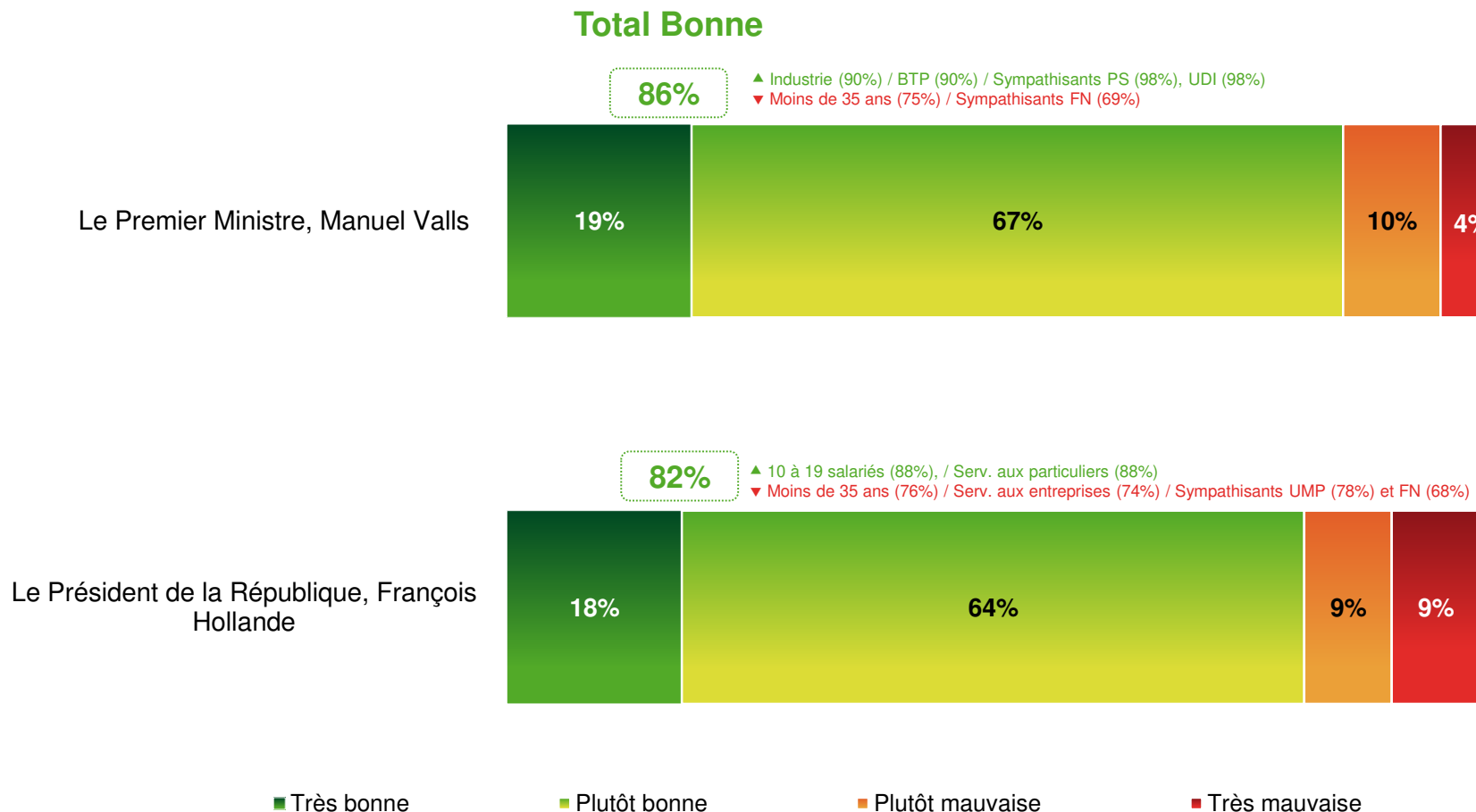
Base : ensemble des TPE

(*) Etude Ifop pour Atlantico auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, conduite du 8 au 9 janvier 2015 par questionnaire auto-administré en ligne

La gestion globale des événements

Question

Diriez-vous que la gestion globale de ces événements (attentats, prises d'otages, et manifestations) par ..., a été très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise, ou très mauvaise ?

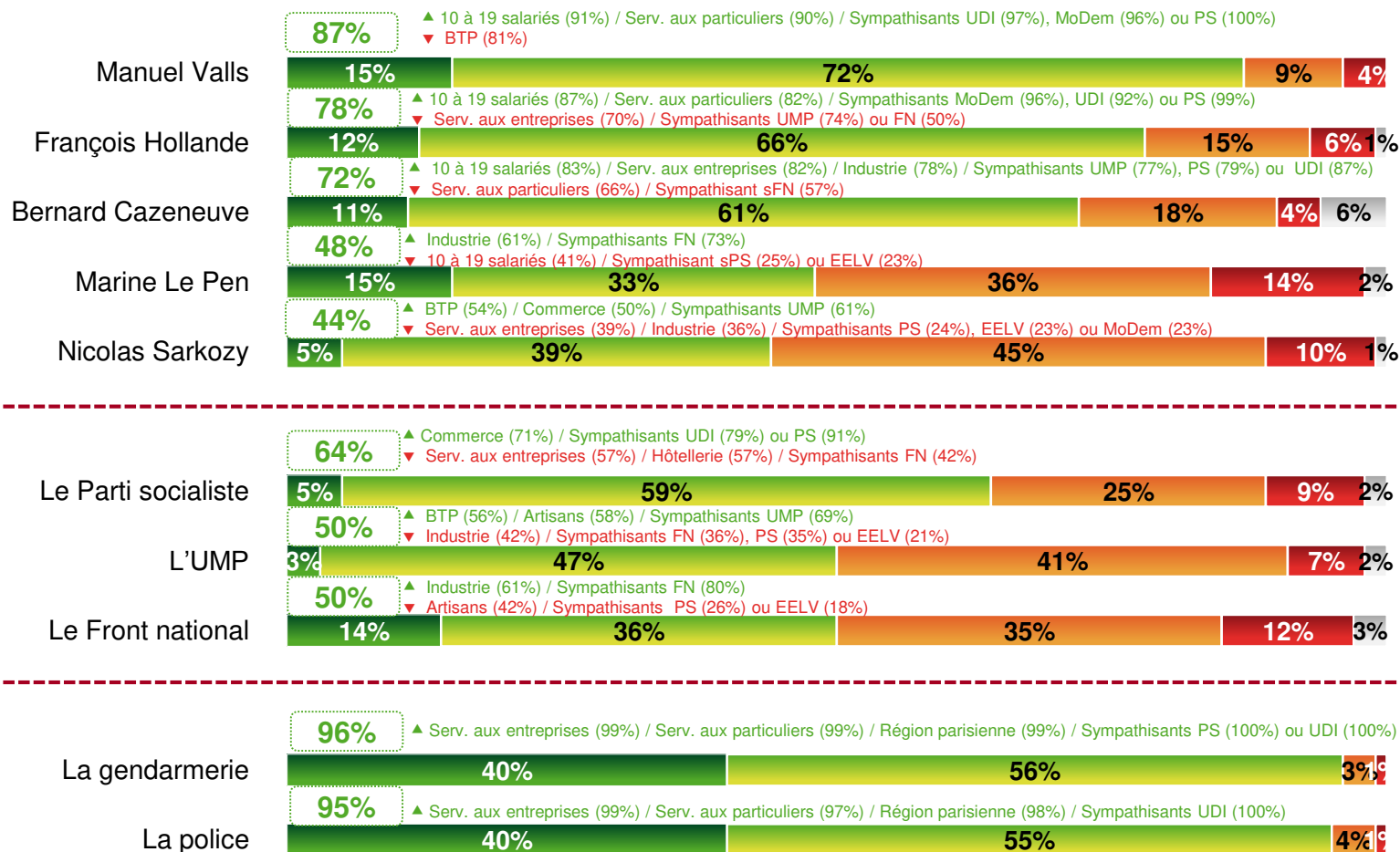


L'impact des événements sur différentes personnalités et organisations

Question

Pour chacune des personnalités ou organisations suivantes, estimez-vous qu'elles sortent renforcées ou affaiblies par ces événements et la manière dont elles ont agi ?

Total Renforcé

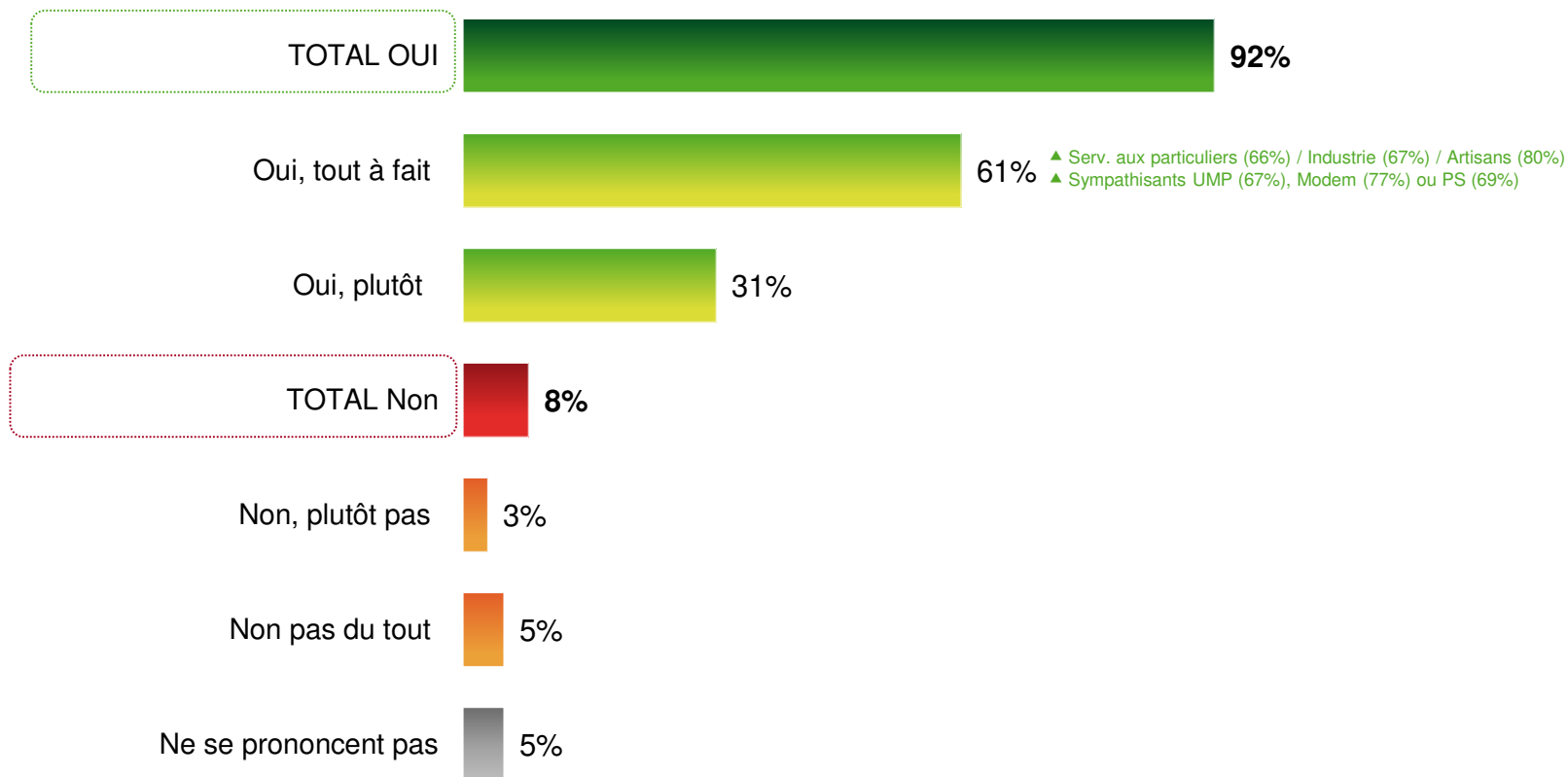


■ Très renforcé ■ Plutôt renforcé ■ Plutôt affaibli ■ Très affaibli ■ Nsp

Le souhait d'un mouvement d'unité nationale

Question

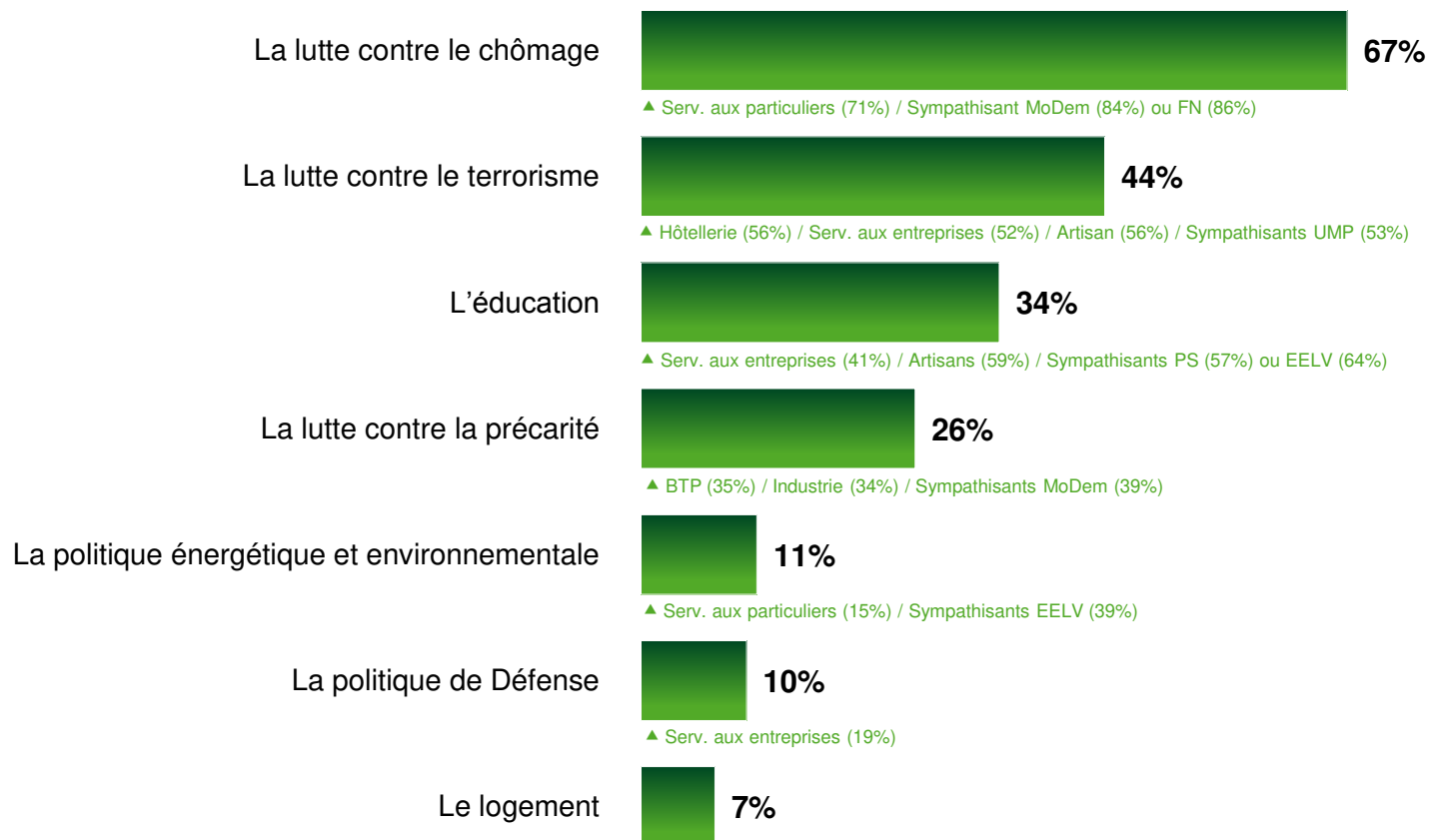
Souhaitez-vous que dans les prochaines semaines et les prochains mois, les responsables politiques de droite et gauche travaillent ensemble sur certains sujets au nom de l'unité nationale ?



Les thèmes sur lesquels une coopération droite-gauche est souhaitée

Question

Sur quels thèmes principaux souhaitez-vous voir les responsables politiques de droite et gauche travailler ensemble ?

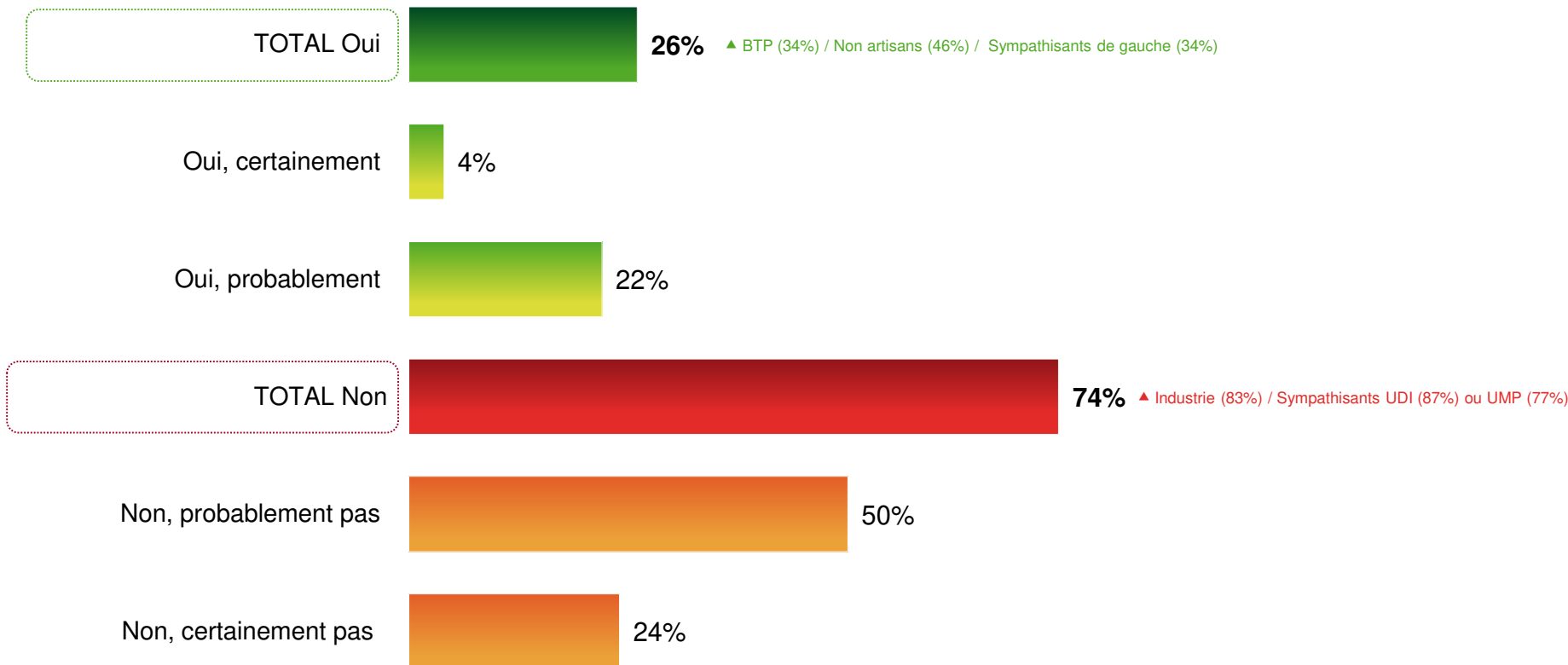


Base : aux patrons de TPE souhaitant que les responsables politiques travaillent ensemble sur certains sujets

Le mouvement d'unité nationale de la part des responsables politiques

Question

Pensez-vous que dans les prochaines semaines et les prochains mois les responsables politiques de droite et gauche vont travailler ensemble sur certains sujets au nom de l'unité nationale ?

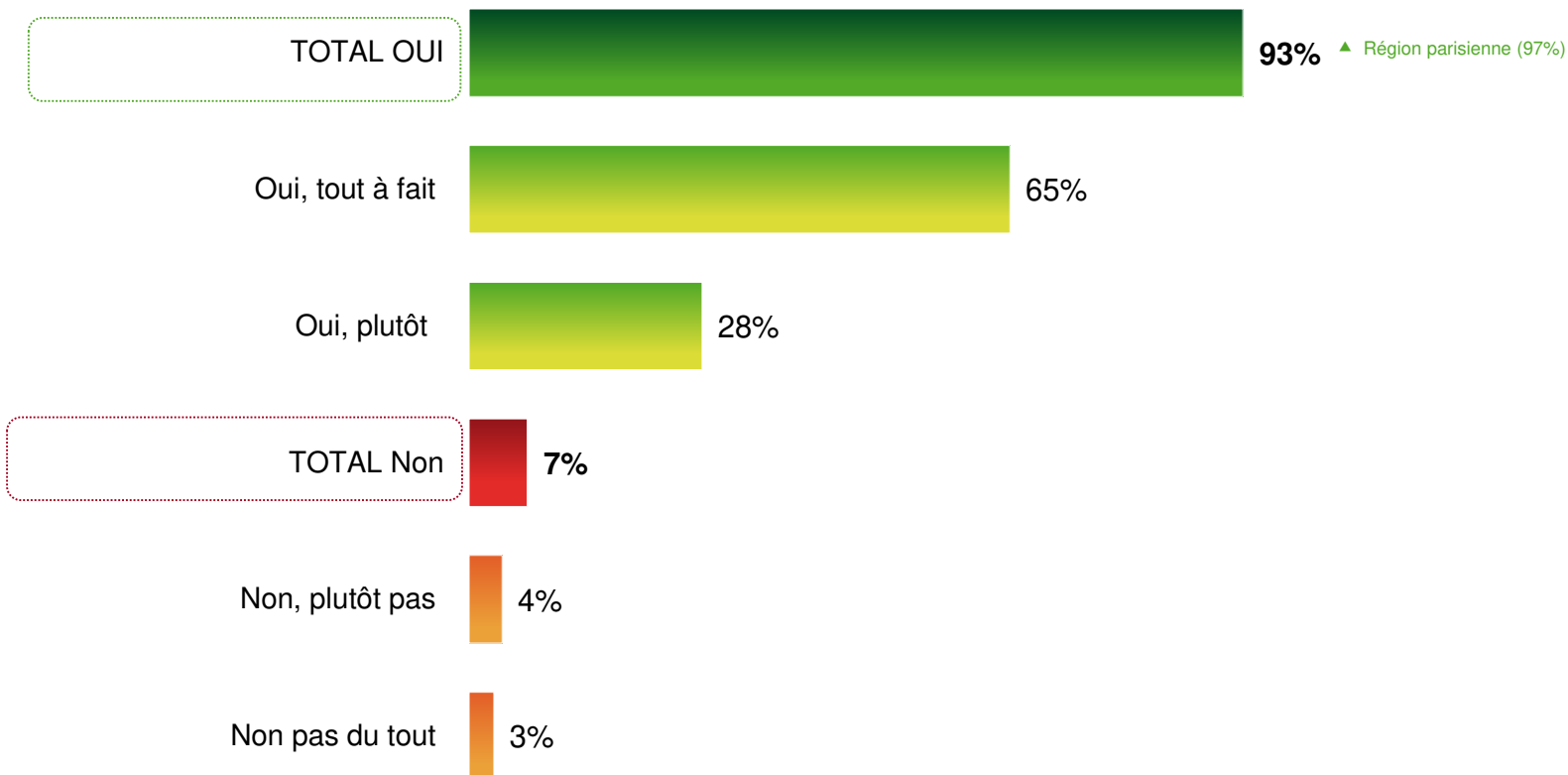


Base : ensemble des TPE

La nécessité d'unité nationale face à la menace terroriste

Question

Face au terrorisme qui menace le pays, est-il selon vous nécessaire que les Français se rassemblent par-delà leurs différences et fassent preuve d'unité nationale ?

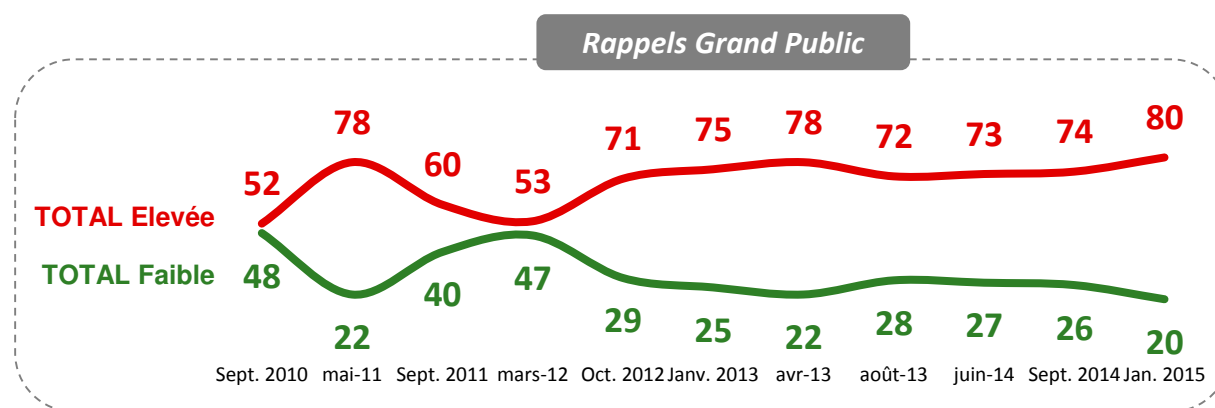
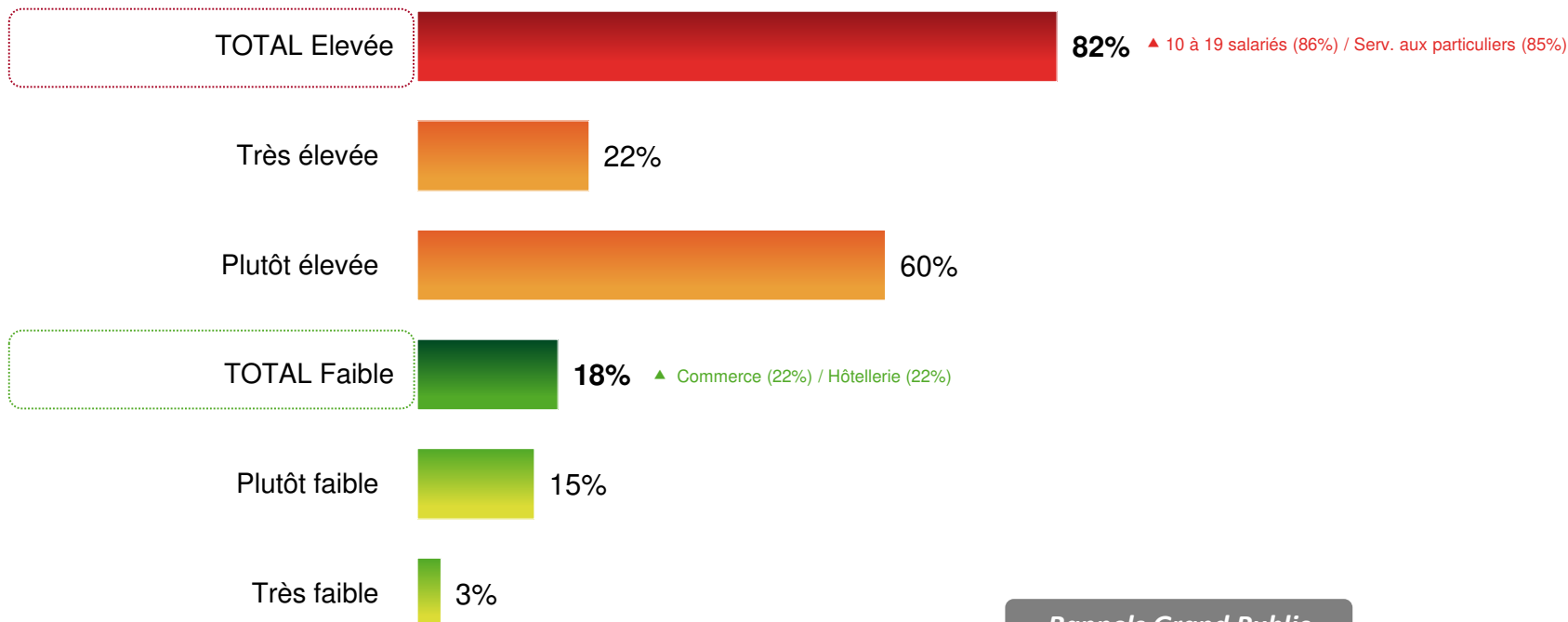


Base : ensemble des TPE

Le niveau de la menace terroriste en France

Question

Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui : diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?

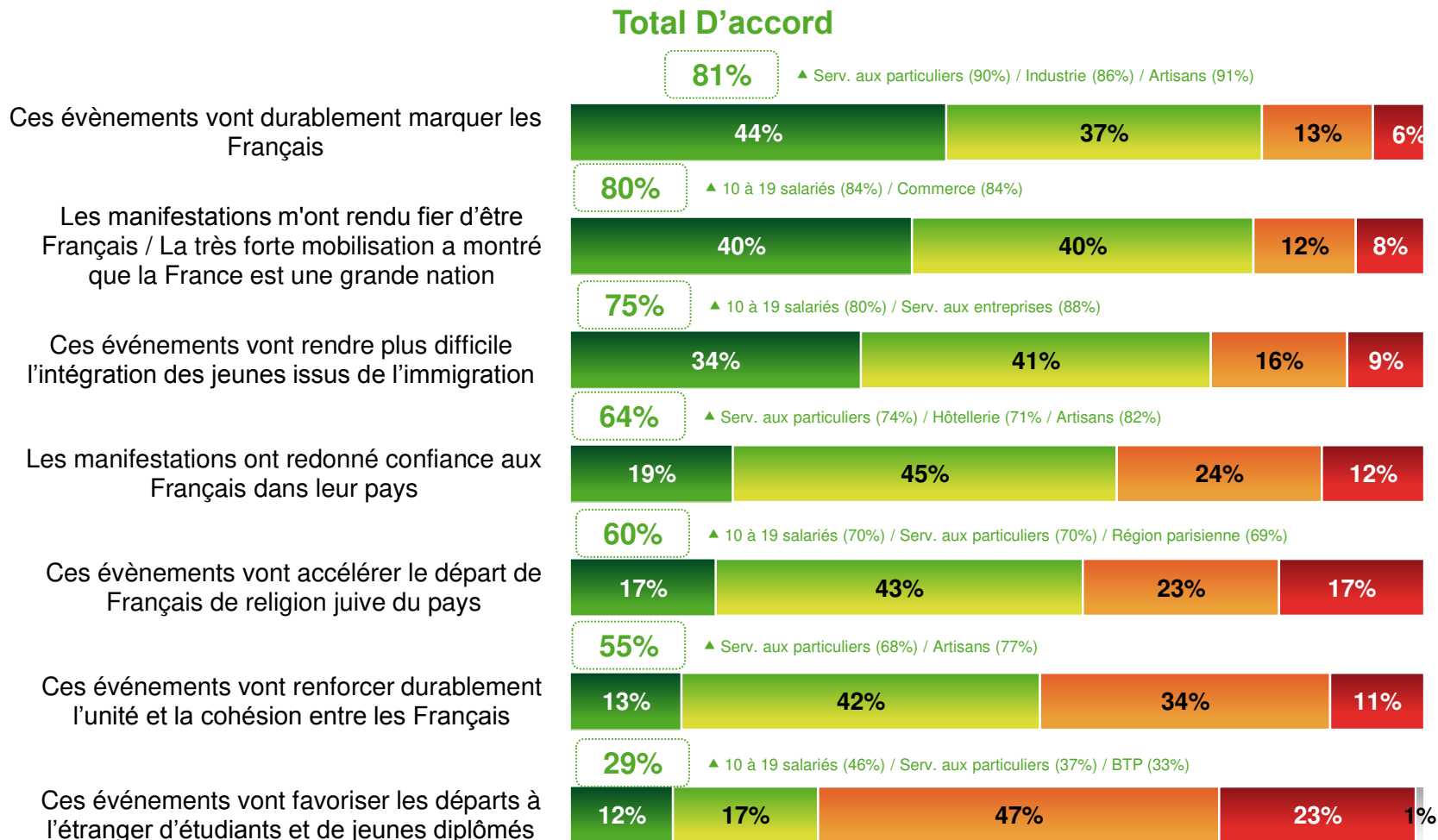


Base : ensemble des TPE

Les affirmations relatives à l'impact des attentats et à leurs conséquences

Question

Vous personnellement, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas, ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes, relatives aux attentats qui ont frappé la France et à leurs conséquences ... ?



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Nsp

Base : à 50% de l'échantillon

L'adhésion à différentes mesures relatives à la lutte contre le terrorisme

Question

Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout à chacune des mesures suivantes ?

Total Favorable

La déchéance de nationalité française pour les binationaux (personnes ayant une double-nationalité) condamnés pour des actes de terrorisme sur le sol français

84%

▲ 1 à 19 salariés (90%) / Commerce (93%)



L'interdiction du retour en France de citoyens français que l'on soupçonne d'avoir été se battre dans des pays ou régions contrôlés par des groupes terroristes

74%

▲ 1 à 19 salariés (81%) / Commerce (82%) / Serv. aux particuliers (79%)



L'interdiction de sortie du territoire aux citoyens français soupçonnés de vouloir se rendre dans des pays ou régions contrôlés par des groupes terroristes

72%

▲ 1 à 2 salariés (76%) / BTP (77%) / Serv. aux particuliers (77%)



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable ■ Nsp

E - L'impact économique perçu des attentats du 7 au 9 janvier 2015

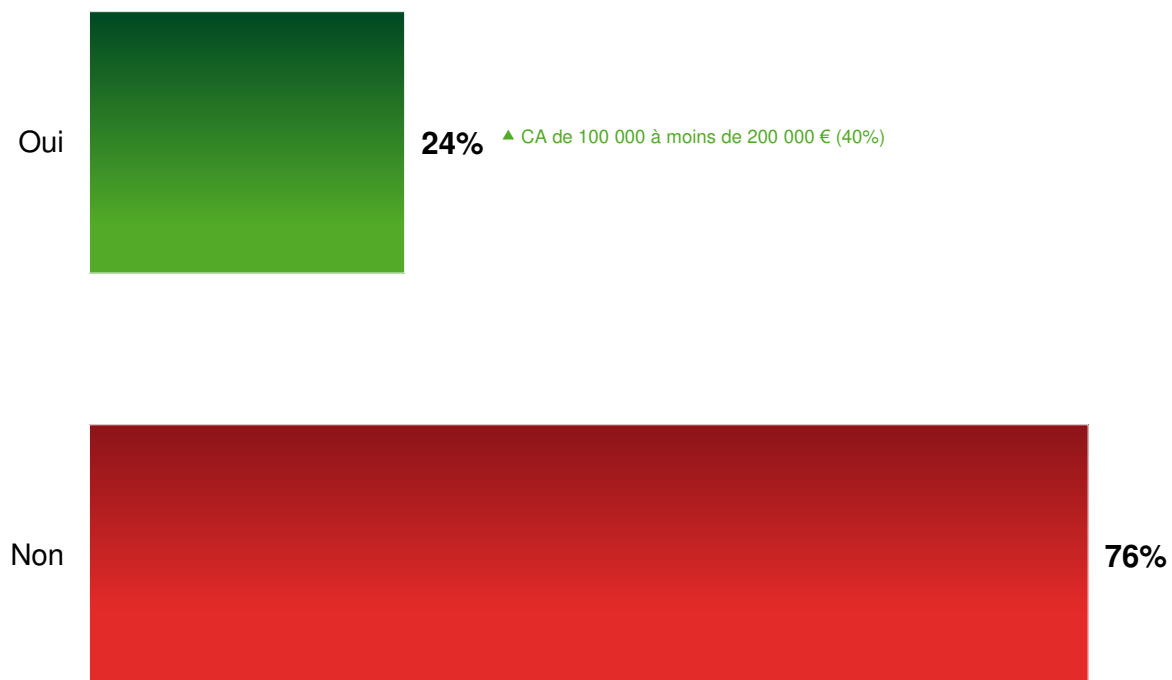
Note de lecture

- ( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'organisation des soldes d'hiver 2015

Question

Avez-vous organisé des soldes au sein de votre commerce pour cet hiver 2015 ?

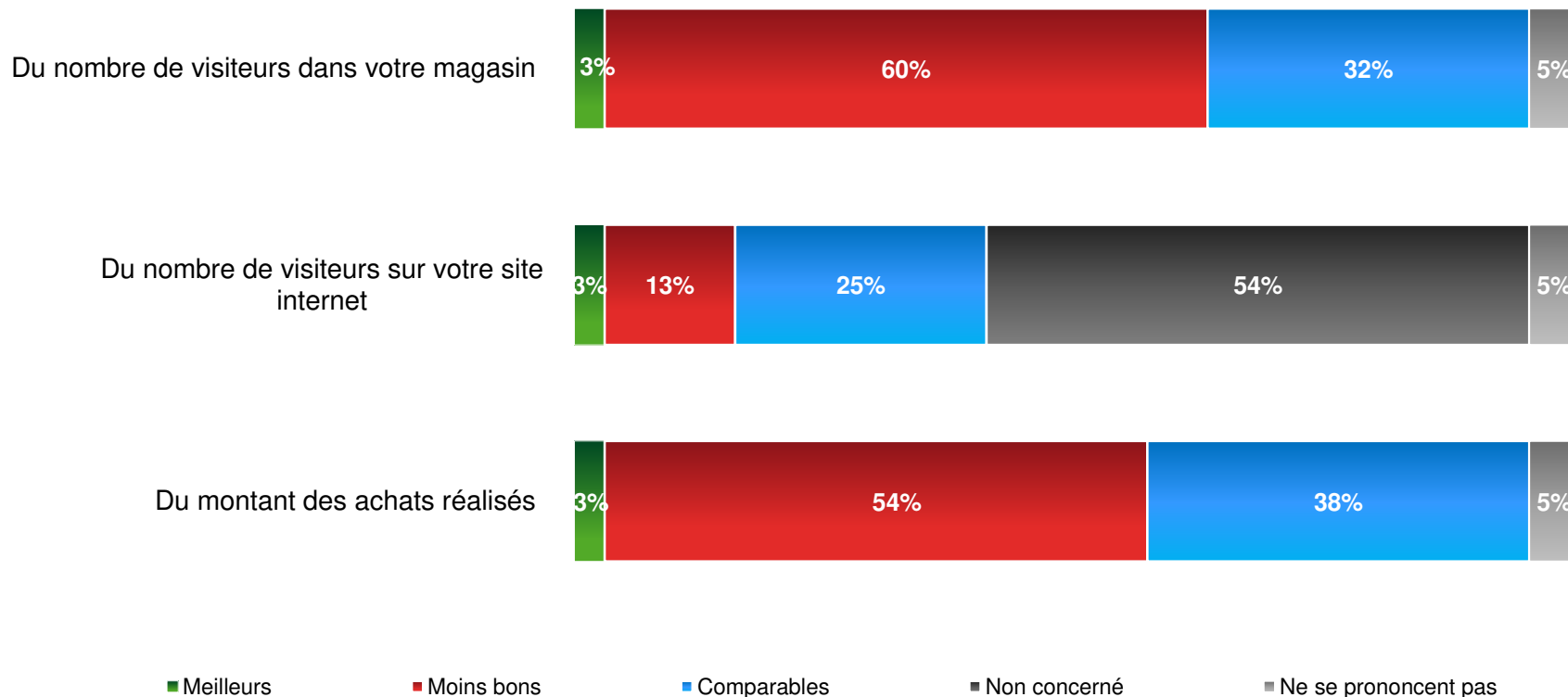


Base : aux commerçants

La comparaison des soldes de 2015 avec ceux de 2014

Question

Diriez-vous que, jusqu'à présent, ces soldes ont été meilleurs, moins bons, ou comparables aux soldes de l'année dernière s'agissant ... ?

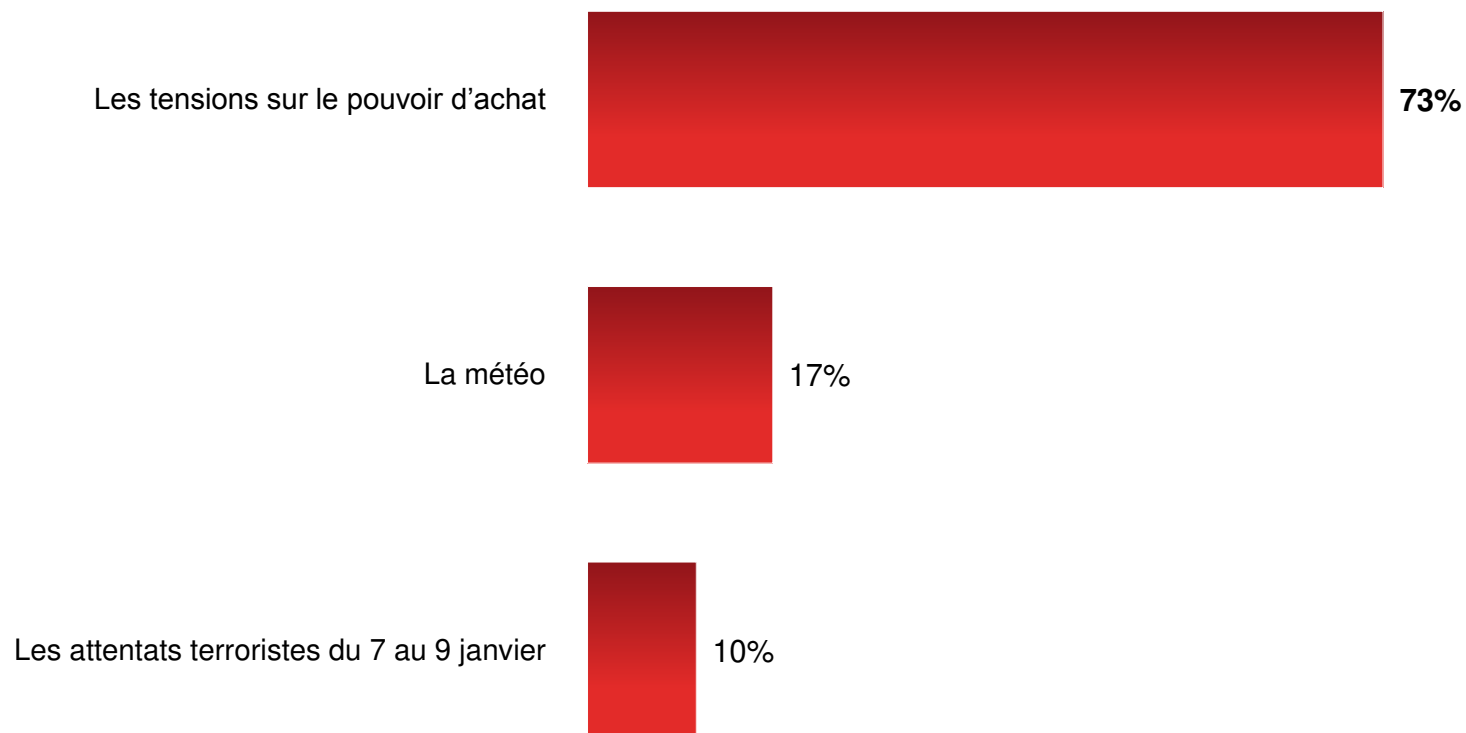


Base : aux commerçants ayant organisé des soldes en 2015

Le facteur expliquant le mieux la baisse de la consommation des clients

Question

Parmi les éléments suivants, lequel explique le plus la diminution de la consommation de vos clients ?



Base : aux commerçants qui estiment que les soldes 2015 ont été moins bons ou comparables aux soldes 2014

L'impact des attentats sur l'économie

Question

Estimez-vous que les attentats des 7 et 9 janvier survenus à Paris et en Ile-de-France ont ou auront un effet positif, un effet négatif, ou aucun d'effet sur chacun des éléments suivants... ?

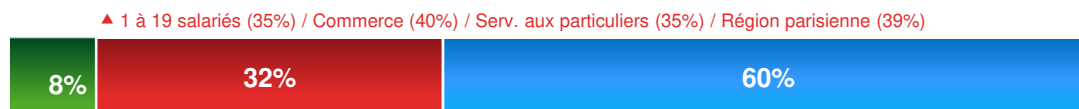
L'envie de consommer des produits « made in France »



L'attractivité économique de la France, c'est-à-dire sur les investissements étrangers en France



La consommation à court terme



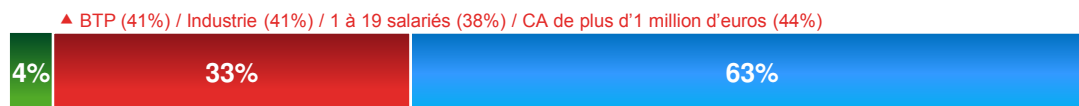
L'attractivité touristique de la France



La croissance



Les déficits publics



■ Un effet positif

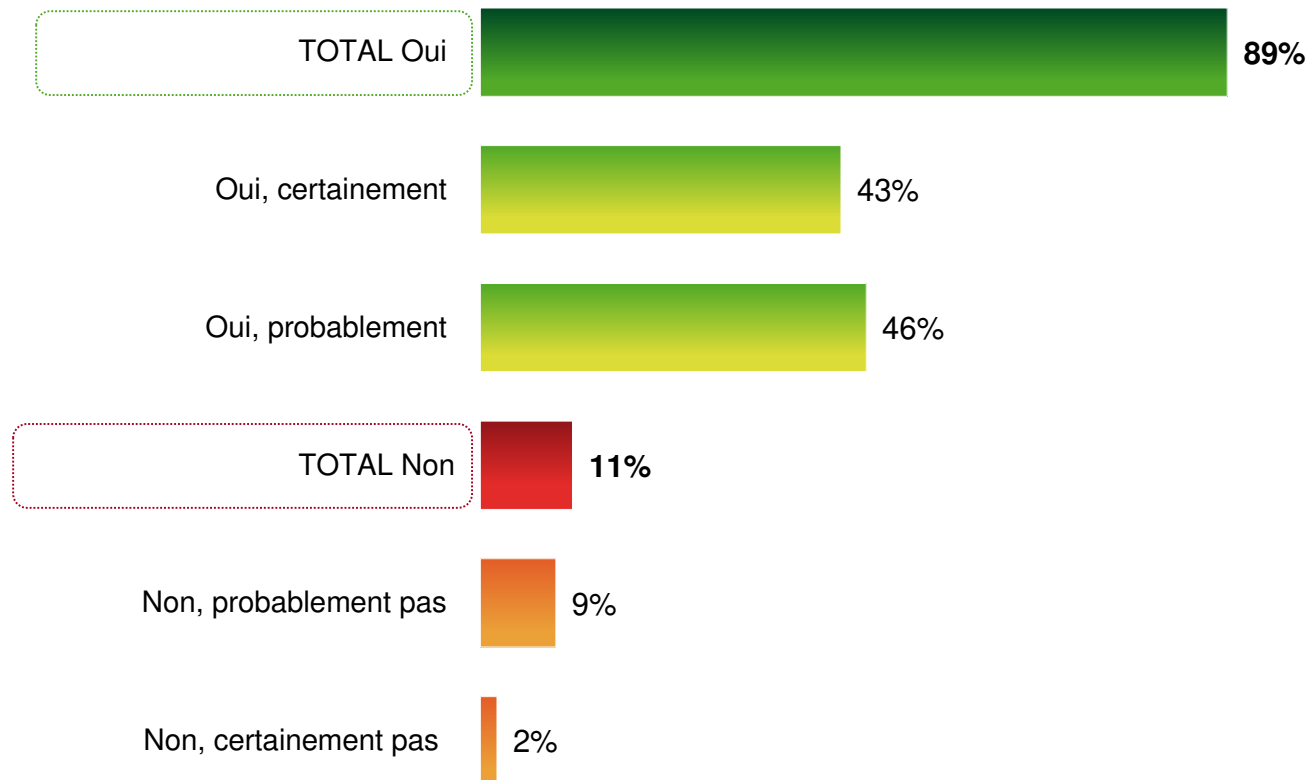
■ Un effet négatif

■ Aucun effet

L'impact des attentats de janvier sur le budget de la police et des armées

Question

Pensez-vous que les attentats des 7 et 9 janvier entraîneront une augmentation sensible du budget de la police et des armées ?

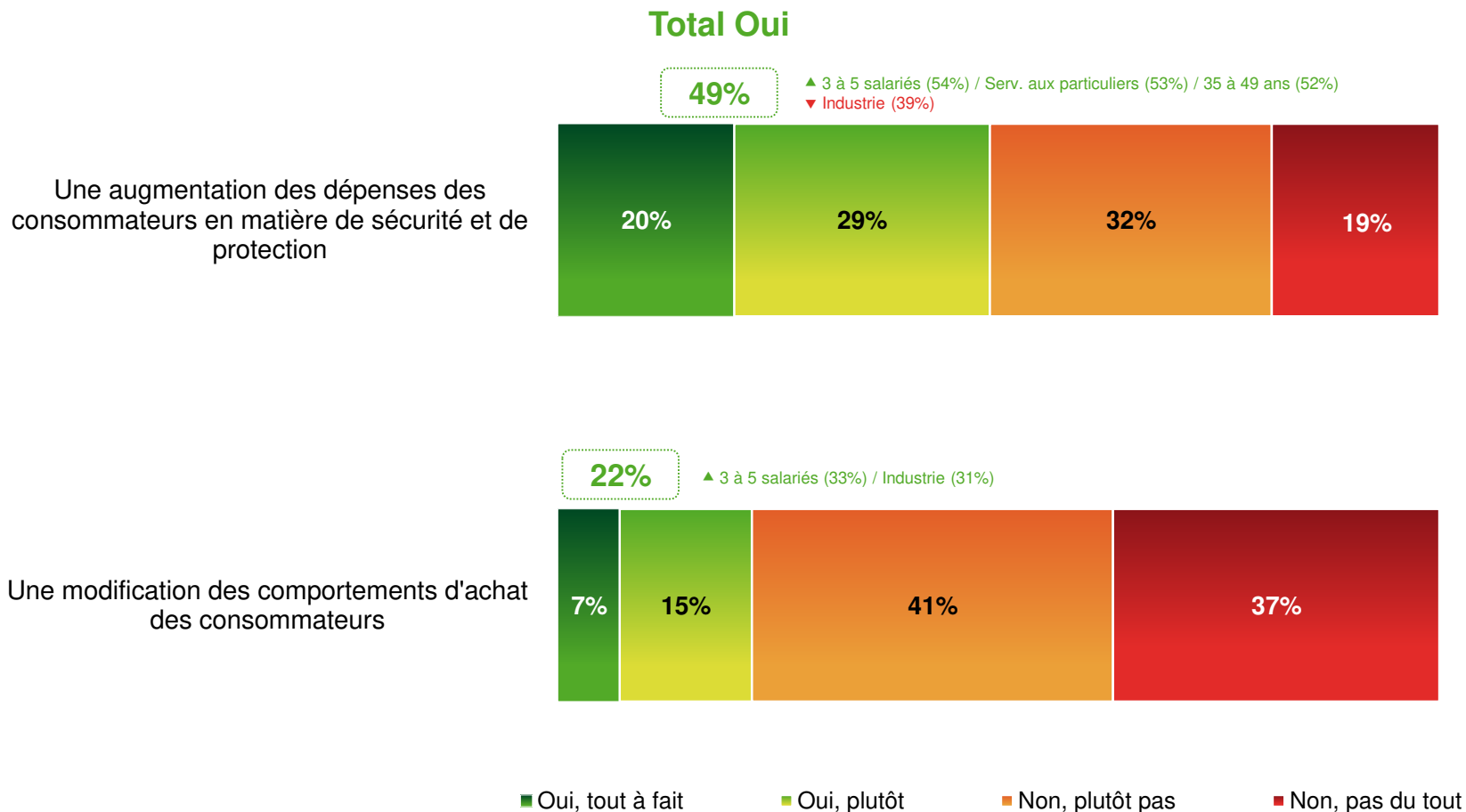


Base : ensemble des TPE

L'impact des attentats de janvier sur les comportements de consommation

Question

Estimez-vous que les attentats du 7 au 9 janvier survenus à Paris et en Ile-de-France ont ou auront un effet positif, un effet négatif, ou aucun effet sur chacun des éléments suivants... ?

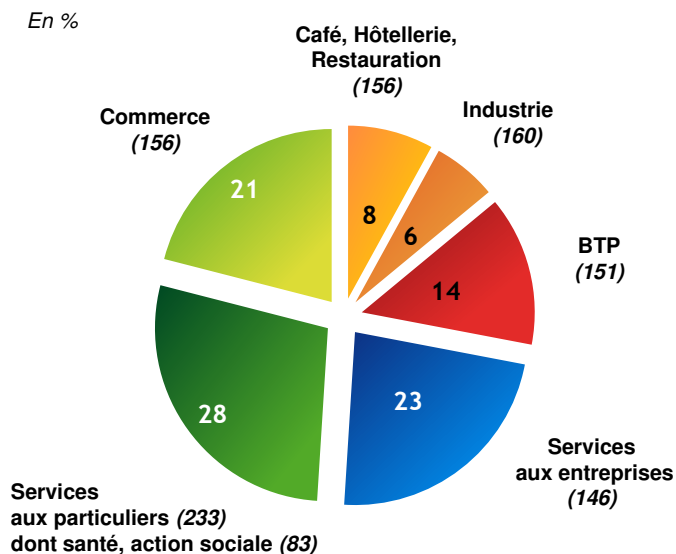


Base : ensemble des TPE

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 26 janvier au 9 février 2015.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

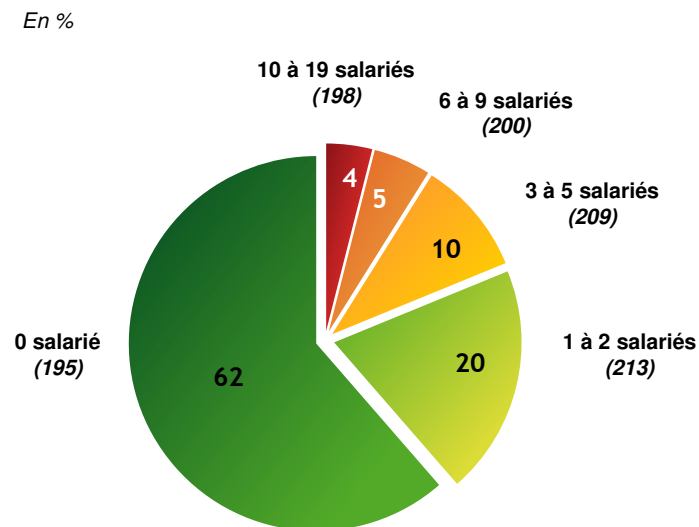
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

